

Les nouveaux départs de l'économie politique The New Departures of Political Economy

André Segura

Volume 72, numéro 2, juin 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/602202ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/602202ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Segura, A. (1996). Les nouveaux départs de l'économie politique. *L'Actualité économique*, 72(2), 173–213. <https://doi.org/10.7202/602202ar>

Résumé de l'article

L'essai qui est tenté ici est celui d'un rapprochement entre les conceptions schumpétériennes de l'histoire des faits et de l'histoire de l'analyse. L'analyse progresse de « nouveau départ » en « situation classique »; le « nouveau départ », rupture théorique, aurait le même statut que l'innovation génératrice de la phase ascendante du cycle Kondratieff; la « situation classique », expression d'un consensus théorique, serait le pendant d'un état dans lequel l'innovation a produit tous ses effets. Mais ce rapprochement n'en reste pas au constat d'un simple parallélisme; il le dépasse pour déboucher sur un rapport de causalité.

À chaque fois que l'économie est entrée dans une phase descendante d'un cycle Kondratieff, la théorie économique a pris un « nouveau départ » vers une nouvelle « situation classique », qui marque la phase ascendante du cycle suivant. Il ne s'agit pas d'une coïncidence : les faits caractéristiques de la phase descendante sélectionnent parmi les théories disponibles celle qu'ils érigent en « nouveau départ ».

Pour étayer ce point de vue, les nouveaux départs ricardien, walrasien et keynésien sont replacés dans le contexte de la phase descendante des premier, deuxième et troisième cycles Kondratieff.

Cette thèse permettrait d'interpréter le bouillonnement théorique actuel, symptomatique de la crise de la théorie économique qui a commencé par la remise en cause du keynésianisme, comme le creuset d'un quatrième « nouveau départ » de l'analyse, à condition de considérer le renversement conjoncturel de la fin des années soixante comme l'inauguration de la phase descendante du quatrième cycle Kondratieff.

LES NOUVEAUX DÉPARTS DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

André SEGURA

CEMAFI

Université de Nice

Université de Toulon et du Var

RÉSUMÉ – L'essai qui est tenté ici est celui d'un rapprochement entre les conceptions schumpétériennes de l'histoire des faits et de l'histoire de l'analyse. L'analyse progresse de « nouveau départ » en « situation classique » ; le « nouveau départ », rupture théorique, aurait le même statut que l'innovation génératrice de la phase ascendante du cycle Kondratieff ; la « situation classique », expression d'un consensus théorique, serait le pendant d'un état dans lequel l'innovation a produit tous ses effets. Mais ce rapprochement n'en reste pas au constat d'un simple parallélisme ; il le dépasse pour déboucher sur un rapport de causalité.

À chaque fois que l'économie est entrée dans une phase descendante d'un cycle Kondratieff, la théorie économique a pris un « nouveau départ » vers une nouvelle « situation classique », qui marque la phase ascendante du cycle suivant. Il ne s'agit pas d'une coïncidence : les faits caractéristiques de la phase descendante sélectionnent parmi les théories disponibles celle qu'ils érigent en « nouveau départ ».

Pour étayer ce point de vue, les nouveaux départs ricardien, walrasien et keynésien sont replacés dans le contexte de la phase descendante des premier, deuxième et troisième cycles Kondratieff.

Cette thèse permettrait d'interpréter le bouillonnement théorique actuel, symptomatique de la crise de la théorie économique qui a commencé par la remise en cause du keynésianisme, comme le creuset d'un quatrième « nouveau départ » de l'analyse, à condition de considérer le renversement conjoncturel de la fin des années soixante comme l'inauguration de la phase descendante du quatrième cycle Kondratieff.

ABSTRACT – *The New Departures of Political Economy*. This essay tries to put together the Schumpeterian conceptions of history of facts and of history of analysis. Analysis progresses from « new departure » into « classical situation » ; the « new departure », a theoretical break, would have the same status as the generative innovation of the ascending stage of the Kondratieff cycle ; the « classical situation », an expression of a theoretical consensus, would be the counterpart of a state on which innovation has produced all its effects. But putting them together does not lead to a mere statement of a single parallelism ; it goes beyond to reveal a relation of causality.

Whenever the economy entered into an descending stage of a Kondratieff cycle, economic theory took a « new departure » towards a new « classical situation », which marks the ascending stage of the next cycle. This is no coincidence : the typical facts of the descending stage select among the available theories the one that they erect as a « new departure ».

To support this standpoint, the new Ricardian, Walrasian and Keynesian departures are replaced in the context of the descending stage of the first, second and third Kondratieff cycles.

Such a thesis would enable us to interpret the present theoretical boiling up, typical of the crisis of economic theory which has started with the questioning of Keynesianism, as the melting-pot of a fourth « new departure » of analysis, provided the cyclical reversal of the end of the Sixties can be considered as the beginning of the descending stage of the fourth Kondratieff cycle.

INTRODUCTION

Depuis le début des années soixante-dix le monde de l'économie politique est en désarroi ; il a perdu ce point de repère que constituait la « vulgate » d'inspiration keynésienne. La synthèse néo-classico-keynésienne, réalisée sur la base des travaux de J.R. Hicks (Hicks, 1937) et de P.A. Samuelson (Samuelson, 1948), fut remise en cause dans plusieurs directions. Cette situation a été considérée comme une crise¹.

En quel sens y-a-t-il crise ? Jusqu'à la fin des années soixante l'expansion était, dans la plupart des esprits, associée aux politiques keynésiennes (Hicks, 1988 : 22). Dès lors il n'est pas étonnant et même normal, selon Sir John Hicks, que les politiques keynésiennes et leur fondement théorique soient remis en cause à partir du moment où elles ne produisent plus les résultats escomptés (Hicks, 1988 : 23). Il y a crise de la théorie économique en ce sens qu'aucune théorie n'a surgi pour fonder une politique économique d'une efficacité comparable à celle attribuée au keynésianisme de la synthèse au temps des « Trente Glorieuses » ; ce qui explique peut-être le bouillonnement théorique contemporain. De là à conclure qu'aucune théorie aujourd'hui n'est en mesure de rendre compte du fonctionnement de l'économie il n'y a qu'un pas qu'il est aisé de franchir. La crise est synonyme d'échec ; d'où la recherche de nouveaux « paradigmes ».

Une autre lecture de la situation théorique actuelle est possible à partir du concept schumpétérien de « nouveau départ ». La crise peut alors être comprise comme la rupture, comme le changement, moment du progrès de la science économique vers la connaissance vraie ; et le bouillonnement théorique actuel pourrait être le creuset d'où sortira une théorie constitutive d'un « nouveau départ ».

1. Levy-Garboua et Weimuller (1981 : 9). J.M. Keynes portait le même regard sur l'état de la théorie dans les années trente (Keynes, 1936 : 9).

La crise-échec serait une vision statique de la situation présente alors que la crise-nouveau-départ la replacerait dans une dynamique et permettrait d'en faire une lecture plus optimiste. Comment trancher entre ces deux points de vue ? Une incursion dans l'histoire des faits et de la pensée économique pourrait fournir des arguments en faveur de la thèse du « nouveau départ ». Une telle démarche est justifiée par un double constat : 1°) depuis la fin des années soixante, les pays de capitalisme évolué connaissent une conjoncture pouvant être identifiée comme étant celle de la phase descendante d'un mouvement Kondratieff (Dockès et Rosier, 1983); 2°) dans l'histoire, chacune de ces phases a été marquée par un « nouveau départ » de l'économie politique.

À la phase descendante du Premier Kondratieff correspondrait le nouveau départ ricardien (section 2) ; le nouveau départ walrasien marquerait la phase descendante du Deuxième Kondratieff (section 3) ; quant à la *Théorie Générale...* de J.M. Keynes, elle aurait donné un nouveau départ à l'économie politique au cours de la phase descendante du Troisième Kondratieff (section 4). Mais au-delà de ce parallélisme apparent entre le rythme des faits et celui de la pensée économique, la conception schumpétérienne de l'histoire de l'analyse suggère un lien de causalité entre phase descendante des mouvements Kondratieff et les « nouveaux départs » (section 1). Il reste, cependant, pour tempérer l'optimisme d'une lecture d'inspiration schumpétérienne de la crise théorique, que l'insertion d'un « nouveau départ », dans ce qui serait un progrès absolu de l'analyse économique, souffre quelques critiques (section 5).

1. HISTOIRE DE L'ANALYSE ET HISTOIRE DES FAITS ÉCONOMIQUES

On ne peut manquer d'être frappé par la similitude existant entre la conception de la marche cyclique du capitalisme et celle de l'évolution de l'analyse économique développées par J.A. Schumpeter. De ce parallélisme, il est possible de passer à un rapport de causalité sur la base même du concept de « nouveau départ ».

1.1 *Parallélisme*

Dans la conception schumpétérienne de l'évolution du capitalisme, les innovations majeures, qui remettent en cause la reproduction à l'identique du circuit, sont à l'origine des phases d'expansion des mouvements longs que J.A. Schumpeter baptisa du nom de Kondratieff ; « l'essence du processus de dépression réside dans la diffusion des conquêtes que l'essor de toute l'économie nationale a permises vers l'équilibre » (Schumpeter, 1912, Chap. VI). La tentation est grande d'établir un parallèle avec le rythme de l'histoire de l'analyse économique. Pour J.A. Schumpeter, l'analyse économique évolue de manière non linéaire ; le « nouveau départ », pendant de l'innovation, est une rupture qui finit toujours par déboucher sur un consensus, pendant de la diffusion des effets de l'innovation ; ce consensus forme la substance d'une « situation classique ».

1.2 Du parallélisme au rapport de causalité

Même si toute théorie ne constitue pas le franchissement d'une étape vers la connaissance vraie (la théorie ricardienne ne fut qu'« un détour »), finalement, les changements qui s'opèrent au cours du temps en analyse économique sont porteurs de progrès (Schumpeter, 1954, t.1 : 71-72).

Le progrès de l'analyse emprunterait deux voies : 1°) la première et « la meilleure façon de progresser consiste évidemment à prendre de « nouveaux départs », c'est-à-dire à découvrir des phénomènes nouveaux, ou des aspects nouveaux de phénomènes anciens, ou à mettre à jour de nouvelles relations entre phénomènes » (Schumpeter, 1954, t.3 : 504); 2°) la seconde consiste en la transformation, par additions et corrections, des concepts et théorèmes, autrement dit de l'appareil analytique, hérité de nos prédécesseurs.

Ces deux voies du progrès ne joueraient pas le même rôle dans la marche de l'analyse. La deuxième conduirait, à partir d'une théorie constitutive d'un « nouveau départ », à des « situations classiques » qui résument ou consolident les progrès accomplis jusque-là (Schumpeter, 1954, t.1 : 85-86). C'est ce qui ressort des étapes que J.A. Schumpeter croit pouvoir reconnaître dans l'évolution de « l'économie scientifique »; selon lui, cette dernière « a trouvé sa (première, précision de André Segura) forme systématique au XVIII^e siècle (Beccaria, A. Smith, Turgot) et, après diverses 'révolutions', dans les *Principles of Political Economy* de J.S. Mill. Ce système fut à son tour remis en question par l'introduction du principe de l'utilité marginale (Jevons, Menger, Walras). Mais un autre processus de consolidation se développa entre 1890 et 1914 et on vit apparaître un système théorique et analytique avec les oeuvres classiques d'A. Marshall et de K. Wicksell » (Schumpeter, 1954, t.3 : 505). Par rapport à la situation classique marshallo-wicksellienne, une rupture eut lieu qui donna naissance à « un nouveau départ », « associé pour l'essentiel au nom de Lord Keynes » (Schumpeter, 1954, t.3 : 504).

Une telle vision de l'évolution de l'analyse économique entretient un lien étroit avec le concept de paradigme tel qu'énoncé par Thomas Kuhn dans *The Structure of Scientific Revolutions* (Kuhn, 1970). La première voie du progrès de l'analyse économique, celle de la rupture, des « nouveaux départs », serait constitutive de la « science révolutionnaire » au sens kuhnien du terme ; alors que la seconde voie, « qui se déroule à l'intérieur d'un paradigme pour tester, améliorer, adapter, critiquer certains aspects de la théorie, sans fondamentalement la remettre en cause » (Levy-Garboua et Maarek, 1982 : 602) formerait la substance de la « science normale » qui conduit du « nouveau départ » à la « situation classique ».

Ces notions de paradigme et de rupture paradigmatique ont été étendues au domaine du discours sur l'ordre productif par P. Dockès, notamment, qui parle de paradigme socio-économique. Selon cet auteur une relation pourrait être établie entre les changements de paradigme socio-économique, substance du

savoir pratique relatif à la production au sens large, et les rythmes longs Kondratieff².

Cette idée suggère qu'une relation de même type pourrait exister entre ces mêmes rythmes et les ruptures paradigmatiques au niveau du savoir théorique, les « nouveaux départs » de l'analyse économique. Une telle hypothèse trouve un point d'ancrage chez J.A. Schumpeter puisque le « nouveau départ », moment du progrès de l'analyse, peut venir de la découverte de phénomènes nouveaux. Cette cause possible des « nouveaux départs » combinée au constat du moment où ils ont eu lieu incite à établir un lien entre la phase descendante des mouvements Kondratieff et les « nouveaux départs ». Les faits caractéristiques des phases descendantes, replacés dans le contexte qui les ont vu se constituer, expliqueraient les « nouveaux départs ».

C'est pour étayer ce point de vue que trois études de cas seront faites ayant successivement pour thème les théories ricardienne, walrasienne et keynésienne.

Il convient de préciser qu'il ne s'agit pas d'expliquer par les faits et leur contexte la production de la théorie constitutive du « nouveau départ », mais pourquoi, parmi toutes les théories disponibles à un moment donné, il en est une qui a donné lieu à un « nouveau départ ».

Une telle conception des rapports entre phase descendante des mouvements Kondratieff et « nouveaux départs » implique de considérer que les théories qui les constituent peuvent avoir été élaborées avant les faits nouveaux dont elles permettent de rendre compte. Hors cette hypothèse, il ne serait pas possible de soutenir que si les *Éléments d'économie politique pure* de L. Walras ont donné un « nouveau départ » à l'analyse, c'est à cause du fait nouveau que constitue le passage de l'économie en phase descendante du Deuxième Kondratieff. En effet, c'est en 1873, année de commencement de cette phase, que L. Walras donne *Principes d'une théorie mathématique de l'échange*, premier des mémoires dont la réunion donna naissance aux *Éléments d'économie politique pure* qui parurent de 1874 à 1877. Il faut donc en déduire que les *Éléments...* ont été conçus avant que ne commence la phase descendante du Kondratieff en cours.

C'est également le cas de la théorie ricardienne, dont il restera à établir, en opposant J.A. Schumpeter à lui-même, qu'elle est constitutive d'un « nouveau départ ». Nous montrerons, à propos de cette théorie, pourquoi et comment une théorie, élaborée dans le cadre de la phase ascendante d'un Kondratieff, peut être érigée en « nouveau départ » en phase descendante du même Kondratieff.

2. NOUVEAU DÉPART RICARDIEN ET PREMIER KONDRATIEFF

Il convient tout d'abord d'établir que les *Principes d'économie politique et de l'impôt* sont constitutifs d'un « nouveau départ ». Les éléments existent dans

2. Dockès (1990 : 39-41).

l'*Histoire de l'analyse économique* qui permettent d'étayer un tel point de vue contre l'opinion explicitement formulée par J.A. Schumpeter selon laquelle la théorie ricardienne est un détournement. Ensuite, il sera possible d'aborder le problème des rapports entre cette théorie et les deux phases du Premier Kondratieff en considérant les principales étapes de sa constitution.

2.1 *Détournement ou nouveau départ ricardien ?*

Il est difficile de dater le « nouveau départ », d'après la première « situation classique » si l'on s'en tient au discours explicite de J.A. Schumpeter, car il l'attribue à « diverses révolutions » sans autre précision. Le fait d'estimer que « l'analyse ricardienne fut un détournement » (Schumpeter, 1954, t.2 : 136), et donc qu'elle n'a pas contribué à donner un « nouveau départ » à l'analyse, constitue un obstacle supplémentaire à la datation et donc à l'établissement d'un lien entre phase descendante et « nouveau départ ».

C'est ce statut de détournement théorique qui est discuté ici. Nous montrerons qu'il existe dans l'analyse schumpétérienne tous les éléments permettant de considérer que la théorie ricardienne est constitutive d'un « nouveau départ ».

Si J.A. Schumpeter considère la théorie ricardienne comme un détournement c'est parce qu'elle n'a apporté aucune idée nouvelle et réalisa une synthèse (Schumpeter, 1954, t.2 : 136) sur la base d'une problématique, la détermination des lois de la répartition, qui n'est pas essentielle à ses yeux. Une telle appréciation a de quoi étonner puisque pour J.A. Schumpeter le théorème des coûts comparatifs, élaboré par D. Ricardo, « a été une contribution majeure à notre appareil d'analyse » (Schumpeter, 1954, t.2 : 311). C'est pour cette raison qu'il peut, avec les classiques qui l'ont développée après lui, « prétendre à une place dans l'histoire de l'analyse scientifique » (Schumpeter, 1954, t.2 : 102). Cet étonnement ne peut que grandir lorsqu'on réfléchit, dans le cadre des rapports qu'entretiennent « nouveaux départs » et « situation classique », à ceux qui existeraient, selon J.A. Schumpeter, entre les *Principes...* de D. Ricardo et la *Richesse des nations* de A. Smith d'une part, entre la théorie de D. Ricardo et celle de J.S. Mill d'autre part.

Sur la question des rapports Smith-Ricardo, J.A. Schumpeter reconnaît qu'étudiant la *Richesse des nations*, D. Ricardo « était offusqué par ce qui lui semblait un tissu d'erreurs ; et les Principes sont le résultat final de ce travail de critique créatrice » (Schumpeter, 1954, t.2 : 133). La critique ricardienne de la théorie smithienne porte principalement sur les trois points qui ont permis aux *Principes...* de donner un « nouveau départ » à l'analyse : la théorie de la valeur, de la rente et du commerce international.

La théorie de la rente foncière amène D. Ricardo à prôner la libre importation des produits agricoles afin d'éviter l'accroissement de la quantité de capital investie dans l'agriculture et donc la décroissance du taux des profits dont la conséquence, à terme, est l'instauration d'un état stationnaire. À l'opposé,

A. Smith recommande d'orienter prioritairement le capital vers l'agriculture parce que c'est dans cette activité qu'il est le plus productif (Smith, 1950 : 218, 220-221, 247). Par ailleurs, la solution à l'état stationnaire passe par la découverte de nouveaux champs d'investissement.

Cette divergence sur le plan des mesures concrètes s'accompagne d'une opposition sur celui de l'analyse. D. Ricardo fait une critique de la théorie smithienne de la rente, dans le Chapitre XXIV des *Principes...*, sous l'angle de la cohérence interne. Il y met en évidence la contradiction d'A. Smith qui pose les bases d'une analyse correcte de la rente à propos des mines mais refuse de l'étendre à la terre comme moyen de production des produits agricoles. Par ailleurs, à propos des mines, il mène un raisonnement qui aurait dû le conduire à admettre que le prix du charbon est réglé par la mine la moins productive et pourtant il soutient que c'est « le prix de la mine la plus riche (qui) règle le prix du charbon pour toutes les autres mines de son voisinage » (A. Smith cité par Ricardo, 1817 : 293).

C'est à cette double incohérence, qu'il croit pouvoir déceler dans le discours de A. Smith, que D. Ricardo veut remédier lorsque, dans le Chapitre II consacré à la rente foncière, il achève sa théorie de la valeur. Le Chapitre I offre une théorie de la valeur inachevée en ce sens que tout le raisonnement est mené en faisant l'hypothèse qu'une seule technique de production est disponible pour chaque bien. C'est dans le Chapitre II qu'il introduit l'hypothèse d'hétérogénéité des techniques de production d'un bien pour affirmer que « la valeur échangeable d'une denrée quelconque (...) dépend (...) de la plus grande quantité de travail industriel que sont forcés d'employer ceux qui (...) pour produire ont à lutter contre les circonstances les plus défavorables » (Ricardo, 1817 : 62). Or, cette règle de détermination de la valeur, en rupture avec celle explicitement formulée par A. Smith, est cruciale pour la théorie ricardienne de la rente foncière « refondée »³.

Du point de vue de la théorie de la valeur, l'opposition n'attend pas le Chapitre II ; elle est manifeste dès le Chapitre I. Critiquant A. Smith toujours sous l'angle de la cohérence interne, D. Ricardo soutient le point de vue selon lequel A. Smith a tort de considérer que la valeur est mesurée par la quantité de travail commandé (Ricardo, 1817 : 27-28) ; en toute logique il aurait dû « soutenir que tous les objets acquéraient plus ou moins de valeur selon que leur production coûtait plus ou moins de travail » (Ricardo, 1817 : 27).

Cette rupture sur la question de la valeur a permis à D. Ricardo non seulement de donner sa théorie de la rente mais aussi d'élaborer le théorème des coûts comparatifs. La théorie ricardienne du commerce international est illustrée par

3. La théorie de la valeur présentée dans les *Principes...* permet à D. Ricardo de donner un nouveau fondement à la loi établie dans l'*Essai...* (selon laquelle le progrès de la société entraîne nécessairement une baisse du taux de profit en même temps qu'une hausse de la rente) qui permette de respecter la norme de l'uniformité du taux des profits.

un exemple qui met en scène l'Angleterre et le Portugal. D. Ricardo en tire une conclusion, semblable à celle à laquelle aurait abouti A. Smith par un raisonnement en termes de coûts absolus, à savoir que « les capitalistes de l'Angleterre et les consommateurs des deux pays gagneraient sans doute à ce que le vin et le drap fussent l'un et l'autre faits en Portugal, le capital et l'industrie anglaise passant par conséquent, à cet effet, de l'Angleterre en Portugal (...) » ; mais il ajoute « Nous savons cependant, par expérience, que bien des causes s'opposent à la sortie des capitaux » (Ricardo, 1817 : 118). Il semble donc que seule la prise en compte des « obstacles qui (...) s'opposent au déplacement des capitaux d'un pays à l'autre » amène D. Ricardo, sur la base d'une analyse en termes de coûts comparatifs, à des conclusions différentes de celles d'A. Smith. En quelque sorte, la théorie des coûts comparatifs permettrait de définir les conditions d'un optimum de second rang, le seul possible compte tenu de l'imparfaite mobilité des capitaux à l'échelle internationale. La question qui se pose est de savoir si, sur la base de la théorie de la valeur qui est la sienne, A. Smith aurait pu déterminer les mêmes conditions de l'optimum de second rang.

J.A. Schumpeter répond à cette question lorsqu'il écrit à propos de la relation entre théorie des coûts comparatifs, élaborée par D. Ricardo (Schumpeter, 1954, t.2 : 311), et la théorie de la valeur de ce dernier : « En ce qui concerne D. Ricardo, nous pouvons (...) interpréter le principe des coûts comparatifs, comme issu de la théorie de la quantité de travail, car c'est du point de vue de cette théorie que le problème de la valeur internationale s'est présenté à D. Ricardo et c'est cette théorie qui lui fournit en fait la technique de son raisonnement » (Schumpeter, 1954, t.2 : 317-318). Or, sur la question de la valeur, D. Ricardo est en rupture par rapport à A. Smith. Il semble donc légitime d'affirmer, comme le fait M. Byé, que la théorie ricardienne des coûts comparatifs « représente une application de la théorie de la valeur-travail au cas de concurrence imparfaite des facteurs » (Byé, 1965 : 122).

Il appert que, sur la base de la théorie de la valeur qui est la sienne, A. Smith n'aurait pas pu formuler la théorie du commerce international dont nous verrons qu'elle est conforme aux intérêts de la Grande-Bretagne, pionnier de la révolution industrielle, plus particulièrement en phase descendante du Premier Kondratieff. Une telle conclusion rejoint le point de vue de J.A. Schumpeter pour qui, avec la théorie des coûts comparatifs, « Les libre-échangistes anglais ont fait passer leur vision et leur politique dans une analyse » (Schumpeter, 1954, t.2 : 192), vision et politique qui prennent en charge les intérêts de l'Angleterre confondus avec ceux de la bourgeoisie manufacturière (Dockès, 1971 : 8)

C'est donc avec raison, semble-t-il, que J.A. Schumpeter soutient que, dans les *Principes*.... D. Ricardo développe une « critique créatrice » des thèses contenues dans l'ouvrage incarnant la première « situation classique ». Mais un tel point de vue n'est-il pas en contradiction avec l'affirmation que la théorie ricardienne constitue un détour ? On est d'autant plus légitimé à se poser une telle

question que la première des erreurs que dénonce D. Ricardo réside dans l'objet même de l'étude : pour A. Smith, comme pour Malthus, la question centrale est celle des causes de la richesse et des voies à suivre pour l'augmenter alors que pour l'auteur des *Principes de l'économie politique et de l'impôt* le seul objet pertinent de l'économie politique comme science c'est la détermination des lois de la répartition. Or, c'est notamment de cette problématique, dénoncée par J.A. Schumpeter comme étant inessentielle, que procéderait le statut de détour de la théorie ricardienne.

C'est cette rupture au niveau de la problématique qui, si en tant que telle pouvait être constitutive d'un « nouveau départ », était en l'occurrence génératrice d'un détour inutile. Pour étayer ce point de vue J.A. Schumpeter est obligé de rompre avec l'opinion dominante et celle de J.S. Mill lui-même quant aux rapports de sa théorie avec celle de D. Ricardo : « J.S. Mill a dit et redit qu'il a dès ses débuts adhéré au Ricardisme et il ne s'est jamais rendu compte lui-même et n'a jamais fait voir clairement à ses lecteurs à quel point il s'en était en réalité éloigné au moment où il écrivait ses *Principes* » (Schumpeter, 1954, t.2 : 141). J.A. Schumpeter reconnaît donc que le consensus, constitutif de la situation classique, s'est réalisé autour d'une lecture ricardienne de la théorie de J.S. Mill. Or, comme la « situation classique » est la clef du « nouveau départ », il serait juste de considérer que ce dernier est ricardien. Par ailleurs, si les thèses ricardiennes devaient se retrouver, même amendées, dans les *Principes...* de J.S. Mill, il serait impossible de ne pas voir dans les *Principes...* de D. Ricardo l'une de ces « diverses révolutions » qui ont rompu le consensus incarné par la *Richesse des nations* et ont constitué le « nouveau départ » de l'analyse dont le cheminement devait aboutir à la « situation classique » incarnée par les *Principes* de J.S. Mill.

On peut légitimement se poser la question de savoir comment J.A. Schumpeter peut affirmer d'une part que « Des *Principes* de Mill, on peut ôter le ricardisme sans que le dommage soit très grand » (Schumpeter, 1954, t.2 : 208) et d'autre part que « la théorie de la valeur et des coûts de Mill (...) est essentiellement un compromis entre la théorie de Ricardo et celle de Say » (Schumpeter, 1954, t.2 : 209) ou que « nous pourrions dire que son enseignement est un mélange de l'enseignement de Ricardo et celui de Tooke » (Schumpeter, 1954, t.2 : 443). Comment pourrait-on ôter le ricardisme sans dommage pour l'analyse de J.S. Mill si le premier est un élément de l'alchimie qui a donné naissance à cette dernière ? Ou alors, il faut considérer que ces compromis et mélanges sont contre nature, que l'analyse de J.S. Mill est incohérente. Mais comment peut-on concevoir qu'une théorie frappée d'incohérence au coeur (théorie de la valeur) puisse incarner une « situation classique », un consensus, puisse être un moment du progrès de l'analyse ?

Rien dans ce que dit J.A. Schumpeter, par ailleurs, ne permet d'étayer le refus du statut de « nouveau départ » à la théorie ricardienne, si ce n'est le fait que tout « nouveau départ » est un moment du progrès qu'il apprécie par rapport au modèle auquel il adhère, le modèle néoclassique. Or, pour l'un des fondateurs

de ce modèle, L. Walras, le problème central est celui des prix qui renvoie à la valeur dont le fondement est la rareté. L'opposition entre thèse ricardienne et thèse walrasienne (et au-delà néoclassique) est donc irréductible⁴ ; dès lors il n'est pas possible que les thèses de ces deux auteurs puissent s'inscrire dans l'évolution de la pensée comme deux moments de son progrès.

Puisque J.A. Schumpeter 1°) a vu dans la théorie ricardienne une rupture d'avec celle incarnant la première « situation classique » ; 2°) a reconnu dans la théorie incarnant la deuxième situation classique de nombreux éléments d'origine ricardienne ; 3°) n'est pas parvenu à fonder solidement son refus de lui reconnaître sa contribution au progrès de l'analyse, il semble possible de parler de « nouveau départ » ricardien .

2.2 Faits nouveaux et nouveau départ ricardien

Les faits nouveaux à partir desquels on peut considérer que l'économie britannique est passée d'une phase ascendante à une phase descendante d'un Kondratieff, le premier, expliqueraient le « nouveau départ » ricardien.

Sur le plan de la théorie de la valeur, la rupture ricardienne par rapport à la situation classique smithienne produit ses effets dans le domaine des théories de la rente et du commerce international ; les trois théories ensemble forment la substance d'un « nouveau départ » de l'analyse économique parce qu'elles constituent le substrat d'une réponse aux problèmes rencontrés par l'économie britannique du fait de son entrée dans la phase descendante du Premier Kondratieff. Et pourtant les *Principes...* ne sont que le lieu de la tentative d'une « refondation »⁵ de la thèse énoncée dans l'*Essai sur l'influence d'un bas prix du blé sur les profits*, ouvrage publié en 1815, donc nécessairement conçu durant la phase ascendante du Premier Kondratieff.

Le titre complet de l'*Essai...* pourrait laisser penser que, pour D. Ricardo, l'évolution du prix du blé n'a qu'une influence sur celle des profits, qu'il n'en est pas l'unique déterminant. Cependant le texte de l'*Essai...* montre que cette influence est en fait une détermination.

4. Le travail ne peut pas être ce fondement dès lors que la détermination des prix est abordée dans le cadre d'une économie d'échange pur et que les résultats obtenus sont ensuite étendus à une économie de production.

5. Le raisonnement en termes de grandeurs physiques dans l'*Essai...* poserait un problème à propos de la question centrale de la propagation de la baisse du taux de profit de l'agriculture vers l'industrie lors de la mise en culture de terres de fertilité moindre. Pour qu'une telle propagation ait lieu, il faudrait que « le prix ait un double rôle : refléter la difficulté de production (exogène) et être la clef de la péréquation des taux de profit (endogène). Ce double rôle est impossible » (Mahieu, 1988 : 60). La théorie de la valeur énoncée dans les *Principes...* permettrait de concevoir la propagation de la baisse du taux de profit qui en rétablirait l'uniformité.

Avec les *Principes...*, D. Ricardo chercherait donc à refondre et non à généraliser la thèse de l'*Essai...*, comme le soutient P. Sraffa (Sraffa, 1975 : 89).

Il convient de préciser que pour D. Ricardo il ne s'agit pas d'analyser l'impact de n'importe quelle variation du prix du blé : D. Ricardo s'intéresse à l'augmentation du prix du blé résultant de la mise en culture des terres moins fertiles, autrement dit les hausses de prix induites par l'augmentation de la richesse (Ricardo, 1815 : 8-9). Ce qui élimine les hausses de prix du blé accidentelles, les baisses de prix dues aux progrès en agriculture, les variations de prix industriels.

Si D. Ricardo néglige les variations accidentelles du prix du blé, qui pourraient n'avoir qu'un effet momentané sur le taux de profit, c'est parce qu'il s'intéresse aux variations longues des revenus.

S'il ne tient pas compte des baisses de prix du blé dues au progrès en agriculture (dont il ne nie pas l'existence, Ricardo, 1815 : 17), c'est parce qu'il estime que de tels progrès n'ont pas le caractère permanent de la cause qui pousse à la baisse du taux de profit en même temps qu'à la hausse de la rente. De ce fait, ces progrès ne peuvent constituer que des obstacles ponctuels à la réalisation d'une tendance sans pouvoir l'inverser. C'est pourquoi D. Ricardo ne tient pas compte de ces « bruits » parasites pour pouvoir mettre en évidence le « bruit » de fond.

L'élimination des variations des prix industriels du champ d'analyse ricardien dans l'*Essai...* relève d'une toute autre raison ; elle vient de ce que D. Ricardo raisonne en termes physiques ; de ce fait, il découle que l'homogénéité du produit et du capital est nécessaire à la détermination du taux de profit en agriculture donc de son évolution ; ce qui impose de considérer l'homogénéité physique du bien salaire, réduit au blé⁶. Dès lors, il apparaît évident que toute amélioration des conditions de production en industrie, restant sans effet sur le prix des biens-salaire donc sur le salaire lui-même, ne peut avoir un impact sur le taux de profit. D. Ricardo se prive ainsi de la possibilité de rendre compte des effets sur le taux de profit du développement du machinisme qui caractérise la révolution industrielle, dont le début impulse la phase ascendante du Premier Kondratieff.

Sur cette base, D. Ricardo parvient dans l'*Essai....* à la proposition selon laquelle « Une rente élevée s'accompagne invariablement de bas profits » (Ricardo, 1815 : 10). Est-ce à dire que la rente doit nécessairement s'élever dans une société progressive ? Il semble qu'il faille répondre positivement puisque « si la faiblesse du profit ne freine pas l'accumulation, il n'y a pratiquement aucune limite à l'élévation de la rente et à la chute du profit » (Ricardo, 1815 : 4). D'où son plaidoyer pour une politique de libre importation de produits agricoles.

C'est cette loi qui est refondée dans les *Principes....* sur la théorie de la valeur. Cette « refondation » est le résultat d'une recherche de « la cause des variations permanentes dans le taux des profits » (Ricardo, 1817 : 95). Dès lors,

6. Assimilé aux biens alimentaires (Ricardo, 1815 : 10).

il est juste de considérer que, comme dans l'*Essai...*, cette tendance à la baisse du profit est une donnée « structurelle » pour une économie en expansion (Ricardo, 1817 : 65) bien que la théorie de la valeur permette à D. Ricardo de s'affranchir de l'hypothèse d'un bien-salaire réduit au seul blé. D. Ricardo reconnaît que l'hétérogénéité du panier de consommation ouvrière amortit l'impact d'une hausse du prix du blé sur les salaires donc sur les taux de profit et va même jusqu'à mentionner que les progrès dans l'industrie (comme dans l'agriculture) produisent sur les profits des effets inverses de ceux engendrés par la mise en culture des terres de moindre fertilité (Ricardo, 1817 : 104). Mais il réduit ces effets au statut d'obstacle à la réalisation de la tendance permanente, structurelle, à la baisse du taux des profits ; en effet, après les avoir mentionnés, il les ignore dans sa conclusion qui constitue une reformulation pure et simple de la loi d'évolution du taux de profit énoncée dans l'*Essai...* dans lequel l'impact des progrès industriels sur le taux de profit ne pouvait pas être pris en compte.

La question qui se pose est de savoir si le maintien dans les *Principes...* de la conclusion de l'*Essai...* est le résultat d'un aveuglement de la part de l'auteur. Une autre explication peut être avancée : s'il n'est pas tenu compte dans les *Principes...* de l'impact des progrès dans l'industrie sur l'évolution du taux de profit c'est peut-être parce que D. Ricardo estime que, comme dans l'agriculture, de tels progrès n'ont pas de fondement permanent dans une société en expansion.

Pourtant il reconnaît que chaque capitaliste a un « désir inquiet (...) d'abandonner un placement moins lucratif pour un autre qui le soit davantage » (Ricardo, 1817 : 77). La recherche du taux de profit le plus élevé possible est donc une donnée structurelle du capitalisme. Une telle donnée n'est pourtant pas susceptible de constituer un fondement à une tendance au perfectionnement permanent des machines dans le cadre d'un raisonnement en termes de prix naturel. La raison est que, dans ce cadre, la seule voie par laquelle les perfectionnements peuvent avoir un impact sur le taux de profit est la diminution du prix naturel des produits industriels entrant dans le panier de consommation ouvrière (Ricardo, 1817 : 115) ; autrement dit les gains de productivité dans l'industrie n'ont pas un effet immédiat sur le taux de profit ; il est médiatisé par la baisse du prix naturel du travail. Les salariés consommant plus d'un produit manufacturé, un capitaliste ne peut pas espérer augmenter son taux de profit par le seul perfectionnement de ses machines. D'une façon générale, cette voie d'action sur le taux de profit est trop indirecte pour pouvoir inciter les capitalistes à introduire des innovations techniques porteuses de gains de productivité. Dès lors, D. Ricardo est fondé à considérer que les perfectionnements industriels ne sont pas une donnée permanente du capitalisme susceptible de contrer la tendance structurelle à la baisse du taux des profits induite par la mise en culture des terres de moindre fertilité ; ils ne peuvent en être que des obstacles tout comme les « découvertes agronomiques » (Ricardo, 1817 : 104). Il en aurait été tout autrement si D. Ricardo avait pris en compte le fait que les prix courants peuvent différer des prix naturels.

Un raisonnement en termes de prix naturel ne permet pas de concevoir l'impact positif du perfectionnement des machines sur le taux de profit⁷ car un tel perfectionnement diminue d'un même mouvement le temps de travail nécessaire à la production des biens manufacturés, donc le prix naturel, et les frais de production (Ricardo, 1817 : 350) ; dans un tel cas de figure, le profit n'augmente pas. Il en va tout autrement si l'on fait l'hypothèse que le prix courant ne suit pas le prix naturel dans sa chute. Par ailleurs, lorsque le prix courant tombe au-dessous du prix naturel, il est de l'intérêt des capitalistes d'innover afin d'amener ce dernier au niveau du premier. Donc, aussi bien en phase d'excès de demande, qui permet de maintenir le prix courant alors que le prix naturel diminue, que d'excès d'offre, facteur de chute du prix courant au-dessous du prix naturel, les capitalistes ont intérêt à innover ; la diminution du prix naturel des produits, donc y compris des biens de consommation ouvrière, est une tendance du capitalisme en ce sens qu'elle procède de la motivation du capitaliste individuel⁸. Cette tendance structurelle du capitalisme, que D. Ricardo reconnaît puisqu'il affirme que le progrès de la société fait « toujours baisser le prix des articles manufacturés » (Ricardo, 1817 : 84), contrebalance donc les effets de ce même progrès dans le secteur agricole et peut même aller jusqu'à l'annuler.

C'est donc le raisonnement en termes de prix naturels⁹, exprimant la préoccupation ricardienne de ne s'intéresser qu'au résultat nécessaire des changements en faisant abstraction des phénomènes passagers qui en résultent¹⁰, qui l'empêche de prendre en compte la tendance permanente à l'amélioration de la productivité dans le secteur des biens manufacturés et lui permet de considérer que l'effet de l'accumulation dans le secteur agricole sur le profit gouverne l'évolution du taux de profit. La prise en compte des prix courants lui aurait permis de voir qu'une telle évolution est en fait la résultante des effets de l'accumulation dans ledit secteur et des perfectionnements des machines ; dans ce cas, rien n'assure qu'il aurait pu conclure à la baisse tendancielle du taux des profits et donc à l'opportunité de la liberté d'importation des produits agricoles.

La démarche de D. Ricardo n'est donc pas sans effet sur le résultat de l'analyse. Prendre en compte dans l'analyse les effets passagers sur le taux de profit d'un écart nécessairement provisoire entre prix courant et prix naturel aurait permis d'y intégrer la tendance permanente à l'innovation technologique

7. « Il serait toujours dangereux d'entraver l'emploi des machines, car si l'on n'accorde pas dans un pays au capital la faculté de recueillir tous les profits que peuvent produire les forces mécaniques perfectionnées, on le pousse au-dehors, et cette désertion des capitaux sera plus fatale à l'ouvrier que la propagation la plus vaste des machines » (Ricardo, 1817 : 351).

8. Dont la préoccupation est de réaliser le profit le plus élevé possible (Ricardo, 1817 : 77).

9. Dont il pose le principe à la fin du chapitre IV (Ricardo, 1817 : 80).

10. Préoccupation qu'il exprime en ces termes dans une lettre à Malthus : « Il m'apparaît qu'une grande cause de notre différence d'opinion sur les sujets que nous avons si souvent discutés tient à ce que vous avez toujours à l'esprit les effets immédiats et temporaires de changements particuliers - tandis que je mets à l'écart ces effets immédiats et temporaires, pour fixer toute mon attention sur l'état permanent des choses qui en résultent » (Ricardo, 1951-1952, vol. VII : 120).

et son effet positif sur le taux de profit ; il en aurait résulté une impossibilité de refonder sur la théorie de la valeur la loi selon laquelle « Une rente élevée s'accompagne invariablement de bas profits » (Ricardo, 1815 : 10).

C'est cette bévue, procédant de la démarche, qui permet à D. Ricardo de refondre dans les *Principes*... la loi d'évolution de la rente et du profit formulée dans l'*Essai*... et les recommandations relatives au commerce extérieur qu'il en tirait alors : pour empêcher que l'économie ne s'achemine vers l'état stationnaire il faut permettre la libre importation du blé, liberté que, dans les *Principes*..., il étend à tous les produits de consommation ouvrière y compris ceux qui sont manufacturés. Cette conclusion rejoignait la revendication qui fut celle de la bourgeoisie industrielle au cours de la phase descendante du Premier Kondratieff.

La phase descendante d'un Kondratieff est marquée par une détérioration du rapport de la demande à l'offre qui oriente les prix à la baisse ; ce qui constitue un facteur de compression des profits dans la mesure où les salaires monétaires décroissent moins vite.

Or, c'est ce cas de figure qui est réalisé au cours de la phase descendante du Premier Kondratieff. Durant cette phase, qui commence en 1815, les salaires réels croissent parce que les salaires nominaux baissent moins vite que les prix (Léon, 1978, t.3 : 342-343, 444-445 ; Imbert, 1960 : 144-145). Cette baisse de prix atteignait certes les produits agricoles mais aussi les biens manufacturés (Léon, 1978, t.3 : 445 ; Imbert, 1960 : 342-343) et leurs rythmes de décroissance étaient voisins. Il faut donc en conclure que, les salaires réels étant croissants, les salaires monétaires diminuaient moins vite que les prix d'où une tendance à la compression des taux de profit. Compte tenu de ce que l'essentiel du panier de consommation ouvrière était composé de produits d'origine agricole d'une rusticité telle qu'ils pouvaient supporter les transports à longue distance dans les conditions de l'époque, la libre importation de tels produits pouvait contribuer à faire diminuer les salaires sans entamer le pouvoir d'achat salarial.

Une autre voie aurait rendu supportable, du point de vue de la rentabilité du capital, cette évolution différenciée des prix et des salaires : l'accroissement de la productivité par le développement du machinisme. Il convient de souligner la difficulté de la mise en oeuvre d'une telle solution à partir du moment où l'économie britannique était entrée en phase descendante du Kondratieff. Un double problème se posait alors : celui du financement des innovations alors que les taux de profit étaient orientés à la baisse et celui des débouchés procédant de ce que l'accroissement de la production allait de pair avec celui de la productivité (Léon, 1978, t.3 : 449). On comprend, dans ces conditions, l'écho rencontré par la recommandation ricardienne de libre importation des biens de consommation ouvrière et, subséquemment, le succès d'estime remporté par la théorie ricardienne, fondement de sa constitution en « nouveau départ » de l'analyse. Sa mise en oeuvre, en autorisant une accentuation de la baisse des salaires, permettait d'envisager le rétablissement du taux de profit tout en évitant les problèmes évoqués.

Quant à la théorie des coûts comparatifs, qui constitue un plaidoyer pour la libre circulation de tous les produits entre les différentes nations, quel que soit leur niveau de développement respectif, elle n'a pu que renforcer un tel écho dans un contexte marqué par la détérioration du rapport de la demande à l'offre. En effet, le développement du machinisme, qui est la marque de la révolution industrielle, rendit nécessaire et possible la conquête de marchés extérieurs : dès la phase ascendante du Premier Kondratieff, les exportations prirent une part croissante dans la réalisation du revenu national. Pour s'ouvrir de nouveaux débouchés à l'étranger, le Royaume-Uni utilisa la contrainte dans ses rapports avec certains pays¹¹. Mais il était d'autres nations avec lesquelles l'usage de la force était plus difficile voire impossible. C'est dans ce cas que l'arme de la persuasion « scientifique » revêtait une utilité d'autant plus grande que l'élargissement des débouchés extérieurs devenait plus pressant à la suite de la détérioration du rapport de la demande à l'offre, fauteur du passage de la phase ascendante à la phase descendante du Premier Kondratieff.

L'industrie britannique se trouvait donc confrontée à deux problèmes au cours de la phase descendante du Premier Kondratieff : l'ouverture des marchés extérieurs aux produits industriels britanniques et celle du marché britannique aux produits agricoles étrangers afin de créer les conditions d'une baisse de leurs prix qui ne pouvait que faciliter la diminution des salaires nominaux. Le premier problème procédait des pratiques protectionnistes des pays étrangers et le second venait de ce que les propriétaires fonciers étaient encore politiquement dominants.

Comme E. Halevy, on peut donc dire qu'avec D. Ricardo « le parti du libre-échange a trouvé son grand doctrinaire » (Halevy, 1913 : 307). C'est la raison pour laquelle la théorie ricardienne a donné un « nouveau départ » à l'analyse économique. Soutenir ce point de vue remet donc en cause la relation qui existerait entre « nouveau départ » et faits nouveaux. Selon J.A. Schumpeter : une théorie donne un « nouveau départ » parce qu'elle découvre un fait nouveau. La thèse soutenue ici est que le fait nouveau découvre la théorie ricardienne et lui confère le statut de « nouveau départ ».

Le fait nouveau découvreur est celui qui caractérise la phase descendante du Premier Kondratieff : c'est l'évolution différenciée des salaires, d'une part, des prix agricoles et des prix industriels, d'autre part ; ce différentiel était combiné à l'apparition d'obstacles à la poursuite du développement de la productivité qui caractérisa la phase ascendante du Premier Kondratieff ; de tels obstacles venaient de la détérioration du rapport de la demande à l'offre qui caractérise toute phase descendante d'un Kondratieff. Cette combinaison modifia l'orientation du taux de profit qui coïncida alors avec la tendance révélée par D. Ricardo. C'est ce fait nouveau qui désigne la théorie ricardienne pour donner un « nouveau départ » à l'analyse. C'est donc, paradoxalement, parce que l'analyse ricardienne (menée en termes de prix naturels) n'a pas pu prendre en compte dans la

11. L'Inde, la Chine (guerres de l'Opium).

détermination des effets du progrès de la société sur le taux de profit le fait nouveau qui marque la phase ascendante de ce Kondratieff, à savoir le développement de la productivité industrielle liée à celui du machinisme, qu'elle a pu, en phase descendante, être érigée en « nouveau départ ».

3. LE NOUVEAU DÉPART WALRASIEEN

La séquence de l'histoire de l'analyse qui s'ouvre avec Léon Walras est la première et la seule à être bornée par un « nouveau départ » et une « situation classique » clairement identifiés. Or, les rapports existant entre, d'une part, le nouveau départ et, d'autre part, les situations classiques qui lui sont antérieure et postérieure posent des problèmes eu égard aux concepts de « nouveau départ » et de « situation classique » et conduisent à rechercher en quoi la théorie walrasienne est constitutive d'un « nouveau départ » avant de rechercher pourquoi.

3.1 *Un nouveau départ walrasien ?*

Le problème est, d'une certaine manière, l'inverse de celui posé pour D. Ricardo : en quoi est-il justifié de parler de « nouveau départ » walrasien ?

3.1.1 *Le doute*

L. Walras estime que « À la rigueur, ce serait le droit du savant de faire de la science pour la science », mais les découvertes « d'économie politique pure fourniront la solution des problèmes les plus importants, les plus débattus et les moins éclaircis d'économie politique appliquée et d'économie sociale » (Walras, 1877 : 30). C'est la raison pour laquelle L. Walras fit suivre ses *Éléments d'économie politique pure* (1874-1877) par des *Études d'économie sociale* (1896) et des *Études d'économie politique appliquée* (1898). Du fait de la diversité de nature des travaux de L. Walras, la question qui se pose est de savoir si c'est leur contenu pratique ou leur dimension théorique qui est constitutif du « nouveau départ » contemporain de la phase descendante du Deuxième Kondratieff.

Deux raisons incitent à rejeter l'idée que c'est dans les recommandations pratiques qu'il faut chercher les fondements du « nouveau départ ». La première est que les mesures que préconise L. Walras dans ses *Études d'économie sociale* (1896) et ses *Études d'économie politique appliquée* (1898) ne sont pas appliquées. De ce point de vue, « l'échec est grandiose » (Wolff, 1976-1981, t.3 : 122). La deuxième raison est qu'il serait paradoxal de considérer que L. Walras ait pu donner un « nouveau départ » à l'analyse économique à cause des mesures préconisées en application de la théorie formulée dans les *Éléments d'économie politique pure*. Le paradoxe viendrait de ce que de telles mesures ont été énoncées après que A. Marshall ait donné ses *Principes de l'économie politique*, incarnation de la « situation classique » qui clôt la séquence de l'histoire de

l'analyse inaugurée par le nouveau départ walrasien. Remarquons, cependant, que L. Walras fait des recommandations dans les *Éléments...* : au nom de la recherche du maximum d'utilité, il recommande à l'État de ne point déborder le domaine qui lui est assigné (Walras, 1877 : 233) et dénonce la concentration comme un obstacle à ce maximum (Walras, 1877 : 232). Ces recommandations sont trop étroitement liées à l'analyse pour que l'on puisse leur reconnaître le statut de substance du nouveau départ indépendamment de leur substrat théorique.

Il faut donc considérer que c'est le contenu théorique des *Éléments d'économie politique pure* qui a pu donner un « nouveau départ » à l'analyse. Mais comment concilier cette hypothèse avec ce que consigne L. Walras dans sa *Notice autobiographique* commentant le parallèle qu'il établissait alors entre ses *Éléments...* et la découverte newtonienne de l'attraction universelle : « comme il y a trente ans seulement que j'ai publié les quatre mémoires résumant la théorie mathématique de la richesse sociale, je puis espérer encore que, dans une vingtaine d'années, cette théorie sera généralement comprise » (Walras cité par Wolff, 1976-1981, t.3 : 127). Ce qui témoigne du caractère limité de la diffusion de la théorie walrasienne supposée donner un « nouveau départ » à l'analyse à un moment où la théorie marshallienne a déjà été exposée.

Mais là n'est pas le seul problème ; d'autres surgissent du fait des relations qu'entretiendrait la théorie de L. Walras tant avec celle de J.S. Mill qu'avec celle de A. Marshall.

Tout travail analytique est, selon J.A. Schumpeter, précédé d'une vision, prise de connaissance pré-analytique, qui fournit la matière première de l'analyse. (Schumpeter, 1954, t.1 : 274). Le plus souvent cette vision n'est pas propre à l'auteur de l'analyse mais lui vient de « prédécesseurs ou d'idées qui sont dans l'air du temps » (Schumpeter, 1954, t.2 : 252). Pour ce qui concerne L. Walras, sa vision lui vient de J.S. Mill (Schumpeter, 1954, t.3 : 199) dont les *Principes de l'économie politique* incarnent la « situation classique » par rapport à laquelle L. Walras est censé être en rupture. Il n'y a donc pas de « nouveau départ » walrasien du point de vue de la vision. Il convient, pour minimiser la portée de cette continuité, de souligner que lorsqu'une théorie a « pour objet la logique de l'équilibre statique (...) le rôle de la vision n'est que modeste » (Schumpeter, 1954, t.2 : 263). Cependant, des traces de cette continuité qui va de A. Smith à L. Walras en passant par J.S. Mill se retrouvent au niveau de la Leçon 36 des *Éléments d'économie politique pure* (Schumpeter, 1954, t.3 : 200) qui traite de la dynamique ; elles existent aussi ailleurs.

Aux dires de L. Walras lui-même, sa théorie démontre une idée qui était dans l'air du temps et dont aucun auteur n'avait réussi à prouver le bien-fondé : la supériorité de la liberté sur l'intervention de l'État (Walras, 1877 : 233) du point de vue d'un fonctionnement optimal de l'économie. On peut donc considérer que cette idée fait partie de la vision walrasienne et qu'elle intervient de façon déterminante dans sa construction de l'équilibre statique puisque cette dernière a pour cadre la concurrence absolue dont L. Walras reconnaît le caractère hypothétique (Walras, 1877 : XI et 232).

Il faut, bien évidemment, ranger parmi les auteurs soutenant un tel point de vue A. Smith et J.S. Mill. Mais il est intéressant de souligner, pour des raisons qui sont évidentes, que, du point de vue de la supériorité de la liberté sur l'intervention, L. Walras s'inscrit dans une lignée à laquelle appartient également D. Ricardo, notamment sur la question des salaires (Ricardo, 1817 : 91).

Bien que L. Walras ait une théorie du salaire différente de celle de D. Ricardo, il aurait pu tirer de sa théorie de la détermination de la rémunération du travail une conclusion voisine de celle de D. Ricardo¹², compte tenu de sa conception des rapports entre la justice, dont relèvent les rapports entre les personnes (Walras, 1877, 2^e Leçon, section 20) c'est-à-dire l'organisation sociale, et l'échange. « L'échange est régi par la situation du marché ; autrement dit, l'échange se régit lui-même indépendamment de tout arbitraire humain... Le rôle de la justice vis-à-vis de l'échange est un rôle négatif : tout ce qu'on peut lui demander c'est de s'abstenir, c'est de respecter la liberté du marché, de telle sorte que l'offre et la demande effectives se rapprochant de plus en plus de l'offre et de la demande absolues, la valeur effective se rapproche aussi de plus en plus de la valeur absolue » (Walras, 1860). En effet, en cas de diminution de la demande de travail à partir d'une situation d'équilibre, seule une baisse du salaire peut permettre de maintenir le plein-emploi qui doit être l'objectif. L'État, en fixant un salaire minimum (qui pourrait correspondre au salaire naturel de D. Ricardo) sortirait de ses attributions (Walras, 1896) et créerait le chômage. Le maintien de la situation de certains se solderait par une dégradation de la situation d'autres. L'intérêt bien compris de l'ensemble des salariés est dans le libre jeu des lois du marché. À confondre les problèmes de justice et d'économie, on entrave et la justice et l'économie.

La rupture avec la « situation classique » d'inspiration ricardienne, incarnée par J.S. Mill, ne peut donc avoir eu lieu qu'au niveau de l'analyse. Or, de ce point de vue, l'apport walrasien se résumerait au système d'équilibre général (Schumpeter, 1954, t.3 : 126). Il devrait en résulter que ce qui constitue l'essentiel de l'apport walrasien se retrouve dans la « situation classique » incarnée par A. Marshall. D'ailleurs, c'est ce que soutient J.A. Schumpeter malgré l'évidence d'une approche en terme d'équilibre partiel. Cette opinion lui vient de ce qu'il estime que A. Marshall était conscient des limites de l'analyse partielle ; il pensait certainement que cette dernière ne valait que pour l'étude des relations au sein du petit secteur et qu'« au-delà les méthodes et les résultats de l'analyse partielle restent inadéquates, et peuvent même devenir fallacieux » (Schumpeter, 1954, t.3 : 325). C'est sans doute pourquoi A. Marshall a déclaré dans les *Memorials* « J'ai consacré ma vie passée et consacrerai ma vie future à présenter de façon la plus réaliste que je peux, ma note XXI ». Or, d'après la Note XXI, il est évident pour J.A. Schumpeter que « s'il avait désiré aller plus loin, il aurait recherché le complément nécessaire de l'analyse partielle dans les méthodes de

12. « Les salaires doivent être livrés à la concurrence franche et libre du marché, et n'être jamais entravés par l'intervention du gouverneur » (Ricardo, 1817 : 91).

l'analyse microéconomique générale de type walrasien » (Schumpeter, 1954, t.3 : 325-326). La chose est pour le moins paradoxale. Le retour à ce qui constitue l'essence du « nouveau départ » constitue le moyen de dépasser les limites de l'approche sur la base de laquelle la « situation classique » s'est construite. Le paradoxe vient de ce que la « situation classique » constitue normalement une avancée de l'analyse par rapport à son état tel que résultant du « nouveau départ ».

Par ailleurs, si la rupture intervient au niveau de l'analyse, comment expliquer que le point d'aboutissement de la nouvelle séquence de l'histoire de l'analyse initiée par le « nouveau départ » walrasien, la théorie marshallienne, ne soit que le produit d'une systématisation de la théorie de J.S. Mill (Schumpeter, 1954, t.3 : 125) ?

3.1.2 *En quoi il est justifié de parler de nouveau départ walrasien*

Il est un point sur lequel L. Walras est en rupture par rapport à J.S. Mill : la question de la détermination des salaires. Dans la théorie millienne du salaire, « il n'y avait aucune tentative de définition du véritable taux de salaire d'équilibre » (Blaug, 1985 : 218). Or, dans la théorie walrasienne du salaire comme dans celle de la détermination des prix en général, l'idée même d'équilibre est essentielle (G.H Bousquet, cité par Oules, 1950 : 24) ; elle constitue d'ailleurs une des contributions fondamentales de l'école de Lausanne à la théorie économique (Oules, 1950 : 27). Cette idée appliquée à la répartition produit un renversement par rapport à la thèse de J.S. Mill que L. Walras souligne dans ses *Éléments*....

Lorsqu'il critique la théorie classique (anglaise) du salaire, il prend pour cible la formulation qu'en a donné J.S. Mill ; non pas parce qu'il a été le premier à la formuler « mais parce que sa démonstration est la plus complète qui ait été donné » (Walras, 1877 : 415). Comme D. Ricardo à propos du salaire courant, J.S. Mill soutient que « le taux des salaires dépend principalement des rapports de l'offre et de la demande de travail ; ou, comme on le dit souvent, du rapport qui existe entre la population et le capital. Par population on comprend (...) les personnes qui travaillent au prix d'un salaire ; et par capital (...) la portion (du capital circulant, précision de André Segura) qui est employée à l'acquisition directe du travail » (Mill cité dans Walras, 1877 : 417). De ce fait, « le taux moyen des salaires ne peut s'élever que par un accroissement du capital affecté aux salaires ou par une réduction du nombre de ceux qui sont en concurrence pour offrir leur travail ; ils ne peuvent baisser que par une diminution du capital destiné à payer le travail ou par une augmentation du nombre des travailleurs à payer » (Mill cité dans Walras, 1877 : 418). Pour J.S. Mill comme pour D. Ricardo les salaires sont la variable déterminée, le capital et la population laborieuse disponibles les variables déterminantes. Cette théorie de la détermination du salaire courant est avec la notion de salaire naturel l'élément central d'une loi, la loi de population qui peut être résumée comme suit : lorsque le salaire courant s'élève au-dessus du salaire naturel la population ouvrière croît et

il en résulte une augmentation de l'offre de travail ; à capital inchangé cette croissance engendre une diminution du salaire courant qui provoque un déclin de la population donc de ce fait de l'offre de travail ; ce déclin induit une remontée du salaire courant (Ricardo, 1817 : 82 ; Mill, 1953 : 115-116). Si bien qu'en moyenne le travail se vend à son prix naturel. Il convient de souligner qu'il n'y a pas de modulation de l'offre de travail d'une population donnée en fonction du salaire mais une modification du chiffre de la population laborieuse. Ce mécanisme de détermination du salaire courant est donc essentiel à l'hypothèse que le travail, comme toutes les autres marchandises, se vend à son prix naturel (Ricardo, 1817 : 82 ; Mill, 1953 : 171). Cette hypothèse est donc incompatible avec celle de l'existence d'obstacles à la loi de détermination du salaire courant par le rapport du capital à la population active salariée qui suppose implicitement l'absence de chômage.

Une dernière remarque s'impose. Le rapport du capital à la population disposée à effectuer un travail salarié *détermine* le salaire. Par ailleurs, J.S. Mill évoque un processus de *formation* du salaire, la concurrence. Mais cette concurrence n'est pas une concurrence entre individus mais une rivalité entre groupe sociaux. En effet, il y aurait une tendance tacite et universelle des entrepreneurs pour ne pas augmenter les salaires parce que « le taux des profits dépend des salaires » (Mill, 1953 : 197). En l'absence de syndicats, une telle tendance aurait pour conséquence une fixation des salaires au-dessous de leur niveau concurrentiel. Et J.S. Mill de conclure à propos des syndicats, que « Loin d'être un obstacle à la liberté du marché du travail, ils sont les instruments nécessaires de cette liberté » (Mill cité dans Blaug, 1985 : 218).

Or, il résulte de la théorie de L. Walras que « bien loin que leur rapport (celui de la population laborieuse et la masse de capital, précision de André Segura) puisse régler le taux des salaires, ce sont elles qui dépendent de ce taux » (Walras, 1877 : 419). Au signal-prix lancé par le commissaire priseur sur le marché du travail répond des signaux-quantité envoyés par chaque entrepreneur-demandeur d'une part et chaque ménage-offreur d'autre part. Inévitablement, en concurrence absolue, il arrive un moment où le salaire crié par le commissaire-priseur suscite l'émergence d'offres et de demandes dont les sommes sont égales ; ce salaire est alors un salaire d'équilibre. Donc, pour que tout le travail offert soit demandé, autrement dit pour qu'il y ait équilibre, le salaire doit se fixer à un certain niveau. Notons, par ailleurs, que le travail est offert en quantité variable avec le niveau du salaire par une population laborieuse de taille donnée.

Mais si l'imperfection de la concurrence dresse des obstacles à l'établissement d'un tel salaire d'équilibre, l'offre et la demande globales ne s'équilibrent plus et le chômage devient concevable : il y a chômage si le salaire se fixe à un niveau supérieur à celui qui assurerait l'équilibre. Un tel obstacle au libre jeu de la concurrence peut venir de l'existence de syndicats (Walras, 1877 : 433-434). Sur la question des rapports concurrence-syndicats, les points de vue walrasien et millien s'opposent donc aussi.

C'est à ce niveau, la théorie du salaire et de la répartition en général, que la rupture se produit entre J.S. Mill et L. Walras qui justifie que l'on parle d'un « nouveau départ » walrasien. La justification vient non seulement de ce qu'il y a rupture d'avec la « situation classique » antérieure mais aussi parce qu'il y a continuité avec la « situation classique » marshallienne qui clôt la séquence de l'histoire de l'analyse ouverte par le « nouveau départ » walrasien.

Ce point de vue doit être étayé contre l'opinion de nombreux auteurs¹³ qui considèrent que le système marshallien est une synthèse entre le Ricardisme et les thèses de l'École autrichienne, point de vue que rejette explicitement J.A. Schumpeter (Schumpeter, 1954, t.3 : 124) qui admet, par ailleurs, une continuité de J.S. Mill à A. Marshall. On reconnaît donc ici l'opinion de J.A. Schumpeter selon laquelle on peut ôter le Ricardisme de l'oeuvre de J.S. Mill sans dommage pour elle.

Nous ne rentrerons pas une nouvelle fois dans le débat mais il convient de souligner ce qui lie, malgré les apparences, la théorie de la répartition marshallienne à celle de L. Walras. Le premier niveau de rupture avec les classiques, y compris J.S. Mill, vient de ce que « Marshall affirma nettement que tous les revenus étaient des prix des facteurs de production » (James, 1965 : 219) y compris le profit, prix de l'esprit d'initiative (James, 1965 : 220). Dès lors, il était inconcevable qu'ils ne soient pas déterminés comme les prix des biens pour lesquels il distingua la longue et la courte période.

Pour les prix des biens, « En règle générale, plus sera courte la période que nous examinerons, et plus nous devons tenir compte de l'influence que la demande (l'utilité) exerce sur la valeur ; et que, au contraire, plus cette période sera longue, plus importante sera l'influence exercée par le coût de production sur la valeur » (Marshall, 1890, t.2 : 41). Et J.A. Schumpeter de commenter « le principe de l'utilité marginale s'applique au côté de la demande et à celui de l'offre dans le problème de la valeur, dans tous les cas, en courte et longue période. Le coût de production n'est pas un principe indépendant, entrant en jeu en longue période. Mais le principe de l'utilité marginale agira en longue période sur les données de la situation, de manière à rendre la valeur d'échange égale au coût » (Schumpeter, 1954, t.3 : 235). Cette interprétation de la théorie marshallienne du prix n'est pas sans rappeler celle de L. Walras. Une telle affirmation pourrait étonner car, selon ce dernier, « pour qu'il y ait équilibre du marché, ou prix stationnaire de tous ces services et de tous ces produits en numéraire, il faut et il suffit : 1° qu'à ces prix la demande effective de chaque service et de chaque produit soit égale à son offre effective ; et 2° que le prix de vente des produits soit égal à leur prix de revient en services » (Walras, 1877 : 230). La notion marshallienne d'équilibre de courte période dans laquelle le prix de vente est différent du prix de revient ne semble donc pas acceptable d'un point de vue walrasien.

13. James (1965 : 219-220-221), Pibram (1983 : 304), Barrère (1974, t.2 : 149, 157).

Il convient de moduler cette conclusion en faisant un détour par les positions épistémologiques de chacun des deux auteurs. Selon L. Walras, pour être une science « tout à fait semblable aux sciences physico-mathématiques » (Walras, 1877 : 29), l'économie politique pure doit adopter leur « méthode rationnelle » et « s'abstraire du réel (...) pour y retourner ». C'est lors de l'un de ces retours (éclaircs) vers le réel que L. Walras attire l'attention sur le fait que l'« état d'équilibre de la production est, (...), un état idéal et non réel. Il n'arrive jamais que le prix de vente des produits soit absolument égal à leur prix de revient en services producteurs, pas plus qu'il n'arrive jamais que l'offre et la demande effectives de services producteurs ou des produits soient absolument égales. Mais c'est l'état normal en ce sens que c'est celui vers lequel les choses tendent d'elles-mêmes sous le régime de la libre concurrence appliqué à la production comme à l'échange » (Walras, 1877 : 194). L'échange hors de l'équilibre étant une catégorie du réel évacuée par le processus d'abstraction n'est pas pour L. Walras objet théorique.

C'est sur cette question d'ordre épistémologique que gît la différence avec A. Marshall. Ce dernier a des rapports entre théorie et réalité une conception autre que celle de L. Walras ; pour A. Marshall, « Il n'y a pas de place en économie politique pour de longues chaînes de raisonnements ; c'est-à-dire pour les raisonnements dans lesquels chaque chaînon est maintenu, principalement ou complètement, par celui qui vient avant, sans que l'on recoure ensuite à l'observation et à l'étude directe de la vie réelle. De pareille chaîne de raisonnements peuvent bien donner lieu à d'intéressantes spéculations de cabinet ; mais elles ne pourraient pas être assez conformes à la réalité pour servir de guide à l'action (...) Le rôle de l'analyse et de la déduction en économie politique n'est donc pas de forger un petit nombre de longues chaînes de raisonnement mais de forger solidement un grand nombre de courtes chaînes et de simples anneaux de jonction » (Marshall, 1890, L.I, Ch.6, section 3). C'est ce « réalisme » qui amène A. Marshall à faire un objet théorique de la situation de courte période, qui peut être assimilée à ces phases intermédiaires jalonnant le cheminement de l'économie réelle vers l'équilibre au sens walrasien du terme, comme les prix de longue période de A. Marshall aux prix d'équilibre de L. Walras. Et ce ne serait donc pas une très grande audace de parler d'une conception walraso-marshallienne des prix.

La logique commandant à A. Marshall de transposer purement et simplement cette conception de la détermination des prix des biens à ceux des facteurs de production, il lui fallait concevoir un coût des facteurs de production sur lequel s'aligneraient leurs prix en longue période. Et c'est l'extension de la conception walraso-marshallienne des prix des biens aux prix des facteurs de production qui, paradoxalement, pourrait faire penser, à propos du salaire et du salaire seul¹⁴, à une synthèse classico-néoclassique.

14. Le salaire naturel serait le prix de longue période du travail et le salaire courant le prix de courte période. Pour ce qui concerne les autres catégories de revenus, il en va autrement car en théorie classique elles ne sont pas des prix de « facteurs ».

Par contre, sur la question de la place de la théorie de la productivité marginale dans celle de la répartition, s'il y a continuité, elle va de A. Marshall vers L. Walras¹⁵.

3.2 *La cause du nouveau départ walrasien*

La phase descendante du Second Kondratieff ou Grande Dépression (1873-1895) fut marquée non seulement par un développement du chômage mais aussi par une baisse des prix plus rapide que celle des salaires ; cette croissance du salaire réel est d'ailleurs une caractéristique de la phase descendante du Deuxième Kondratieff comme du Premier.

Sur le plan de l'emploi, de l'évolution des prix et des salaires, les phases descendantes des deux premiers cycles longs présentent de fortes similitudes ; mais le contexte est différent ; il s'est modifié au cours de la phase ascendante du Deuxième Kondratieff (1850-1873). La modification qui nous intéresse ici est celle des rapports de force entre salariés et capitalistes qui se traduit par la création d'organisations regroupant les travailleurs tant à l'échelle nationale (Grande-Bretagne, France, USA) qu'internationale (Association Internationale des Travailleurs fondée à Londres en 1864). C'est ce renforcement de la puissance salariale qui créa un obstacle à ce que les salaires nominaux décroissent aussi vite que les prix.

En effet, en Grande-Bretagne, en même temps que la puissance salariale se développait, l'antagonisme qui opposait les propriétaires terriens à la bourgeoisie industrielle s'estompait avec la victoire de cette dernière : à la suite de la modification des rapports de force politique favorisée par la réforme de 1832, du mouvement de fonds suscité par l'*Anti-Corn Laws League* en 1836 et les crises commerciales des années 1837-42 et 1845-46, l'Angleterre adopta le régime de libre-échange. L'adoption des mesures ricardiennes ne la mettait donc pas à l'abri de cette évolution des salaires réels néfaste à la rentabilité du capital au cours de la descendante du Deuxième Kondratieff.

La phase descendante du Deuxième Kondratieff était donc marquée par le développement du chômage, une décroissance des prix tant agricoles qu'industriels et une décroissance moindre des salaires monétaires. Il en résultait une augmentation du salaire réel apparemment liée au renforcement de la puissance salariale, manifeste depuis la phase ascendante de ce même Kondratieff, et une diminution des profits.

Or, la théorie ricardo-millienne, menée en termes de salaire naturel, ne pouvait concevoir de baisse du taux de profit qu'en liaison avec une augmentation

15. Le signe de cette continuité est que L. Walras, de son côté, a introduit dans la quatrième édition de ses *Éléments...*, soit en 1900, (cf. Schumpeter, 1954, t.3 : 371) la théorie de la productivité marginale qu'il estime « capitale en économie politique pure » (Walras, 1877 : 375) tandis que A. Marshall, « fonda en Angleterre l'analyse du salaire en terme de productivité marginale » (Schumpeter, 1954, t.3 : 257).

du salaire monétaire due à une croissance des prix agricoles (naturels) sur la base d'un salaire réel constant (Ricardo, 1817 : Chap. VI ; Mill, 1953 : 289-290). Par ailleurs, l'analyse ricardo-millienne s'opposait à ce que l'on puisse concevoir l'existence d'un chômage¹⁶. C'est pourquoi elle était inapte à rendre compte des caractéristiques de la phase descendante du Deuxième Kondratieff. Par ailleurs, la mise en oeuvre des recommandations de politique économique d'inspiration ricardienne n'élevait pas un obstacle au renversement de tendance marquant le début de la phase descendante du Deuxième Kondratieff. Autant de raisons qui imposaient la rupture théorique permettant d'en rendre compte.

Ce fut le fait de la théorie walrasienne de la répartition, et plus particulièrement du salaire, dans la mesure où elle était dichotomique. En effet, L. Walras affirme, sans étayer son propos, que pour faire une théorie scientifique de l'échange il faut faire abstraction de la monnaie (Walras, 1877 : 48). Dès lors le numéraire, dont la conception est essentielle à l'équilibre dans une économie de production, ne peut pas être assimilé à la monnaie même si bien souvent le numéraire est monnaie ; ce sont là deux fonctions différentes. Le salaire, qui est le prix « du travail en numéraire » (Walras, 1877 : 192), est donc un salaire réel. C'est donc l'élévation du salaire réel au-dessus de son niveau d'équilibre qui est générateur de chômage.

Ce chômage est concevable en concurrence. En effet, l'« état d'équilibre de la production est, (...), un état idéal et non réel (...) Mais c'est l'état normal en ce sens que c'est celui vers lequel les choses tendent d'elles-mêmes sous le régime de la libre concurrence appliqué à la production comme à l'échange. » (Walras, 1877 : 194).

Le chômage, dans ce cas, ne peut être que transitoire. Mais la permanence du chômage est également concevable dès lors que l'on quitte le point de vue statique pour celui de la dynamique. En effet, en dynamique, même si le marché reste placé sous le régime de la concurrence absolue, l'équilibre n'est jamais réalisé à cause de la modification incessante des données. Néanmoins, même en dynamique, la tendance existe qui oriente l'économie vers l'équilibre (Walras, 1877 : 369-370).

Par ailleurs, L. Walras est conscient que « La libre concurrence absolue n'est qu'une hypothèse. (et que) Dans la réalité, la libre concurrence est entravée par une infinité de causes perturbatrices... » (Walras, 1877 : 232). Parmi ces causes perturbatrices, obstacles au libre fonctionnement du marché, il y a « l'arbitraire humain » qui s'oppose à ce que le prix se fixe à un niveau qui permette d'égaliser offre et demande ; l'intervention de « l'arbitraire humain » dans les relations d'échange peut donc être cause de chômage ; sont génératrices d'un tel arbitraire les coalitions ouvrières dans la mesure où leur raison d'être est de défendre un minimum de salaire (réel). De telles associations seraient donc un obstacle à la

16. Le principe selon lequel la loi de population assure l'alignement du salaire courant sur le salaire naturel s'y oppose.

libre concurrence¹⁷ qui, en matière de production, suppose que les travailleurs soient libres de vendre au rabais (Walras, 1877 : 231), et à ce titre cause du chômage.

En liant l'existence du chômage au niveau du salaire réel, L. Walras justifiait donc, du point de vue de l'intérêt des salariés considérés dans leur ensemble, un renversement de l'évolution du salaire réel marquant la phase descendante du second mouvement Kondratieff, renversement nécessaire du point de vue de la rentabilité du capital. Elle pouvait donc contribuer à l'apaisement des conflits sociaux et au rétablissement du taux de mise en valeur des capitaux. C'est ce qui peut expliquer que la théorie walrasienne fut érigée en « nouveau départ ».

4. LE NOUVEAU DÉPART KEYNÉSIEEN

Une théorie n'est constitutive d'un nouveau départ que dans la mesure où un certain nombre de points essentiels sur lesquels elle est en rupture par rapport à la situation classique antérieure se retrouvent, plus ou moins amendés, dans la situation classique suivante. Il faut donc rechercher ce qui, dans la *Théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, remet en cause la situation classique incarnée, notamment, par les *Principes d'économie politique* de A. Marshall et ce qu'en a retenu la synthèse néo-classico-keynésienne, substance de la nouvelle situation classique. Les points de rupture étant identifiés, il restera à déterminer pourquoi la phase descendante du 3^e mouvement Kondratieff, dans le contexte de laquelle la *Théorie Générale...* fut écrite, a fait de cette dernière la substance d'un nouveau départ.

4.1 Keynes, des principes.... à la théorie générale...

J.M. Keynes fut nourri au lait marshallien (Keynes, 1936 : 9 ; Poulon, 1985 : 2-3) et son enseignement (Bourcier de Carbon, 1979, t.3 : 656) comme ses travaux en portent la marque¹⁸. La rupture n'intervint qu'en 1936 avec la *Théorie Générale...* ; et, contrairement à ce que soutient J.A. Schumpeter, cette rupture avec la situation classique marshallienne sur un certain nombre de points fondamentaux est manifeste même si, parfois, la stratégie de la phagocytose développée par J.M. Keynes en masque partiellement la portée

4.1.1 Le point de vue de J.A. Schumpeter

Pour J.A. Schumpeter « ce ne sont pas tellement les différences sur le plan théorique qui ont produit cette rupture posthume avec Marshall qu'une différence

17. Sur la question des protagonistes d'une relation concurrentielle, L. Walras et J.S. Mill s'opposent donc aussi.

18. Il écrit, par exemple, dans la *Réforme monétaire*, que son « raisonnement suit dans ses grandes lignes celui du Professeur PIGOU (...) et celui du Dr MARSHALL » (Keynes, 1923 : 97).

dans leur vision de la société - dans les diagnostics que Marshall et Keynes formaient à propos de la situation économique de leur époque. Si l'on s'en tient aux points de théorie et non aux hypothèses empiriques ni aux recommandations pratiques, il y avait une seule différence importante - à propos du mécanisme de l'épargne et de l'investissement - mais la portée de cette différence aurait pu être réduite à peu de chose - (...) si Keynes n'avait pas jugé essentiel de prendre ses distances par rapport à ce qu'il a appelé la 'théorie classique' » (Schumpeter, 1954, t.3 : 432).

Une telle proposition peut légitimement étonner lorsque que l'on sait que pour J.A. Schumpeter dans les « pages des *Economics Consequences of the Peace*, nous ne trouvons aucune trace de l'appareil théorique de la *Théorie Générale*. Mais nous y retrouvons l'ensemble de sa vision des faits économiques et sociaux dont cet appareil est le complément technique » (Schumpeter, 1954, t.3 : 568). Par ailleurs, notons que c'est dès 1924 que J.M. Keynes, s'intéressant au chômage chronique qui atteint la Grande-Bretagne depuis 1919, recommande le recours aux grands travaux publics comme moyen de le résorber (Zerbato, 1987 : 38). J.M. Keynes aurait-il donc été aveugle à ce point qu'il n'aurait pas vu ce qui lui aurait paru évident en 1936 et l'aurait poussé à rompre avec A. Marshall ?

L'explication est toute autre. En 1924, J.M. Keynes est toujours, sur le plan théorique, un marshallien et essaie de défendre ses recommandations pratiques « avec les armes mêmes de l'orthodoxie » (Zerbato, 1987 : 38) ; ce n'est qu'en 1936 qu'il rompt de manière irréversible avec son passé théorique¹⁹ en dotant ses propositions de politique économique d'un substrat analytique.

4.1.2 Les points de rupture essentiels

1 - Le premier point de rupture, dont on pourrait penser qu'il fait partie de la vision de J.M. Keynes, est l'affirmation que le capitalisme engendre spontanément le chômage involontaire (Keynes, 1936 : 52, 366) ; il se propose d'en déterminer les causes afin qu'il y soit porté remède.

2 - La deuxième rupture est la (re)découverte²⁰ que le salaire, à l'instar de Janus, a deux faces : il est à la fois coût de production et source de financement de la demande. Pour les néoclassiques la demande étant toujours suffisante pour assurer l'écoulement de l'intégralité de la production, le niveau du salaire est indifférent du point de vue de la vente des biens produits. Remettant en cause la loi de Say, J.M. Keynes conteste cette indifférence. Discutant l'efficacité de la réduction des salaires nominaux dans la réduction du chômage, il admet « que lorsque la demande effective reste constante, une réduction des salaires nominaux

19. Bien que, à juste titre, J.M. Keynes considère la *Théorie Générale*... comme s'inscrivant dans une évolution qui passe par le *Treatise on Money* (Keynes, 1936 : 9).

20. Il s'agit d'une redécouverte dans la mesure où K. Marx l'avait déjà énoncée dans les *Fondements de la critique de l'économie politique* (Marx, 1857-1858, t.1 : 377).

s'accompagne d'une augmentation de l'emploi ; mais la question à résoudre est précisément de savoir si la réduction des salaires nominaux laissera subsister ou non une demande effective globale qui, mesurée en monnaie, sera égale à la demande antérieure » (Keynes, 1936 : 263) ; à cette question il répond par la négative (Keynes, 1936 : 264)²¹.

3 - Le troisième point de rupture, c'est la remise en cause de la dépendance de la consommation par rapport au taux d'intérêt ; J.M. Keynes définit une propension marginale à consommer qui, dans le contexte de l'identité définitionnelle de l'épargne et de l'investissement (Keynes, 1936, Ch. VI et VII), conduit à la théorie logique du multiplicateur²². Cette dernière établit que l'égalisation de l'épargne et de l'investissement est le fait du revenu et non du taux d'intérêt ; cela, J.M. Keynes l'avait découvert en premier, avant d'élaborer sa théorie de l'intérêt, comme il le souligne lui même (Keynes, 1937 b : 250). « Mais le résultat de tout ceci fut que le taux d'intérêt restait suspendu en l'air. Si le taux d'intérêt n'est pas déterminé par l'épargne et l'investissement comme un prix l'est par l'offre et la demande, comment est-il déterminé ? » (Keynes, 1937 b : 250).

4 - Le quatrième point de rupture est l'affirmation qu'il appartient à l'État de créer les conditions du plein-emploi. J.M. Keynes s'oppose ainsi à la théorie néoclassique selon laquelle l'intervention de l'État ne pouvait être qu'un facteur de dysfonctionnement des marchés générateur de chômage²³ ; pour lui c'est à l'État, et à lui seul, qu'il appartient d'ajuster la propension à consommer et l'incitation à investir (Keynes, 1936 : 373) de telle sorte que le sous-emploi soit résorbé. Cette intervention de l'État peut théoriquement emprunter deux voies, la politique budgétaire (et fiscale²⁴) d'une part, la politique monétaire d'autre

21. Pour autant J.M. Keynes ne pousse pas son raisonnement jusqu'à concevoir la hausse du salaire nominal comme un moyen d'accroître la demande effective, donc l'emploi. On peut légitimement se demander s'il ne s'agit pas là d'une concession faite à la théorie néoclassique dans le cadre de sa stratégie de la phagocytose (Segura, 1993 : 41 et suivantes). Il plaide, dans le cadre de la courte période, pour une rigidité des salaires nominaux (Keynes, 1936 : 273 et 274) articulée à une diminution du salaire réel lorsque l'emploi augmente (Keynes, 1936 : 43). À cette question, il semble qu'il faille répondre positivement. Ce n'est que sur la longue période, et en application du Premier Postulat néoclassique qu'il accepte, que J.M. Keynes admet que les salaires nominaux et réels peuvent augmenter en cas de progrès technique qui provoquerait l'augmentation de la productivité marginale du travail d'un niveau d'emploi donné (Keynes, 1936 : 274). Cette explication n'est pas exclusive d'une autre qui procède de la genèse de la *Théorie Générale...* : en écrivant cette dernière, J.M. Keynes cherchait à donner un fondement théorique à la recommandation d'une politique d'investissements publics qu'il avait présentée dès 1924, et non à une politique d'accroissement du pouvoir d'achat salarial, comme moyen de sortir du sous-emploi (bien qu'il n'exclu pas que cette dernière puisse être efficace (Keynes, 1936 : 321-323).

22. Puisque $R=C+S$ et que toujours $S=I$, il s'ensuit que $R=C+I$. Comme la propension marginale à consommer est inférieure à l'unité dS donc dI est positif et $dR=dC+dI$ d'où $dR=\frac{1}{1-c} dI$.

23. Ainsi, L. Walras estime que sa théorie démontre une idée qui était dans l'air du temps et dont aucun auteur n'avait réussi à prouver le bien-fondé : la supériorité de la liberté sur l'intervention de l'État (Walras, 1877 : 233).

24. La politique fiscale la plus efficace du point de vue de la réduction du chômage serait celle qui réduirait cet autre vice marquant du capitalisme, le manque d'équité dans la répartition des fortunes et du revenu (Keynes, 1936 : 366-367).

part. La première, dans sa composante dépenses d'investissement²⁵, a reçu son fondement théorique de la théorie du multiplicateur, la seconde de la théorie du taux de l'intérêt. Ce qui amène à se demander si cette dernière fait partie du nouveau départ ? Et les réserves de J.M. Keynes quant à l'efficacité d'une telle voie d'intervention²⁶ ne remettent pas en cause la pertinence d'une telle question. La justification de ces réserves doit être recherchée dans la genèse de la *Théorie Générale...* et plus précisément dans la controverse qui opposa J.M. Keynes aux tenants du « point de vue du Trésor »²⁷. La parenté avec ce point de vue était trop grande pour que la politique monétaire procédant de la théorie du taux d'intérêt qu'il avait forgée soit pleinement acceptée par J.M. Keynes dans un ouvrage ayant un caractère polémique²⁸.

C'est sans doute pour cette raison que J.M. Keynes 1°) a jeté la suspicion sur sa propre théorie de l'intérêt en considérant que la véritable théorie était à venir (Keynes, 1937 b : 250, 252); 2°) qu'il a émis les réserves énoncées. Si l'on s'accorde sur les causes de la relativisation par J.M. Keynes de l'efficacité de la politique monétaire, alors on peut soutenir, comme M. Lavoie et M. Seccareccia, que « le message central de la théorie monétaire de Keynes » même si « ce message limpide requiert quelques nuances » (Lavoie et Seccareccia, 1989 : 51) c'est que l'État dispose de l'arme du taux d'intérêt qui est sous la dépendance de l'offre de monnaie. La question reste donc posée : la théorie du taux d'intérêt exposée dans la *Théorie Générale...* fait-elle partie du nouveau départ ?

4.1.3 Les ambiguïtés de la rupture

La réponse est qu'il faut exclure la préférence de la liquidité du nouveau départ dans la mesure où elle n'est nécessaire que du point de vue de la stratégie de la phagocytose qui fait le lit de la synthèse. C'est pour une autre raison que l'exclusion du principe de la demande effective du nouveau départ semble s'imposer ; ce principe n'est qu'une forme d'expression particulière d'idées fondamentales, qui elles, ont contribué à donner un nouveau départ à l'analyse.

25. Selon J.M. Keynes « le seul moyen d'assurer approximativement le plein-emploi » (Keynes, 1936 : 371) c'est la socialisation de l'investissement, autrement dit le développement des investissements publics (Keynes, 1936 : 143)

26. Keynes (1936 : 215-216, 371).

27. Lorsqu'en 1924, J.M. Keynes en vient à s'intéresser à la question du chômage, il préconise une politique de grands travaux publics pour le résorber ; ce faisant, il s'oppose aux tenants du « point de vue du Trésor » pour lesquels les investissements publics entrant en concurrence avec les investissements privés, la bonne politique économique de lutte contre le chômage consiste à compléter l'insuffisance d'épargne par une politique d'expansion du crédit. J.M. Keynes écrit la *Théorie Générale...* pour donner un fondement théorique à ses recommandations de politique économique. Ce fondement c'est la théorie du multiplicateur. Or, comme avec cette dernière c'est le revenu et non le taux d'intérêt qui égalise l'épargne et l'investissement, il restait à établir le mode de détermination du taux d'intérêt. J.M. Keynes forgea une théorie du taux d'intérêt d'où il ressort que, théoriquement, l'État peut stimuler l'investissement privé en créant de la monnaie donc en donnant aux banques le moyen d'octroyer plus de crédit.

28. (« *Le Traité de la monnaie* est le premier ouvrage non polémique de Keynes, le seul même si l'on considère qu'avec la *Théorie générale* il reviendra à la polémique » Poulon, 1985 : 10).

4.1.3.1 *La préférence pour la liquidité*

Le concept de préférence pour la liquidité est ambigu. D'une part, J.M. Keynes l'assimile explicitement à la tendance à thésauriser (Keynes, 1936 : 185). De ce point de vue, il est indéniable qu'elle fait partie du nouveau départ parce que 1°) elle est la conséquence immédiate de l'idée que le futur est incertain (Keynes, 1937 a : 216); 2°) c'est elle qui explique que la demande n'est pas égale à l'offre pour tout niveau de production. Mais, par ailleurs, il soutient que « la préférence pour la liquidité renvoie à la demande totale de monnaie pour tous les motifs, pas uniquement pour les soldes de monnaie inactive » (Keynes, 1979 : 223-224). Cette valse-hésitation entre les deux modes d'expression de la préférence pour la liquidité se retrouve dans la *Théorie Générale...* (Segura, 1991 a : 145).

Dans la mesure où elle s'exprime à travers la demande totale de monnaie, elle est un élément de la théorie de la détermination du taux d'intérêt formulée par J.M. Keynes en 1936 ; à ce titre elle ne fait pas partie du nouveau départ.

La théorie du taux d'intérêt de J.M. Keynes, formulée pour combler le vide laissé par la théorie logique du multiplicateur, est imparfaite comme il le reconnaît (Keynes, 1937 b : 250 et 252). La question qui se pose alors est de savoir pourquoi J.M. Keynes l'a proposée ; à cela deux raisons. La première raison est que, malgré cette imperfection, J.M. Keynes a pu atteindre son objectif, asseoir théoriquement l'une des modalités de l'intervention de l'État dans la lutte contre le chômage involontaire. La deuxième raison de la formulation de cette théorie du taux d'intérêt dans la *Théorie Générale...* est que, grâce à cette imperfection, il a pu atteindre cet autre objectif, que l'on peut qualifier de secondaire, déployer sa stratégie de la phagocytose qui consiste à réserver un domaine de validité à la théorie néoclassique notamment, sous la forme de la théorie quantitative²⁹.

Pour étayer ce point de vue, il convient de rechercher si J.M. Keynes aurait pu, dans le cadre de la *Théorie Générale...*, proposer une autre théorie de l'intérêt qui aurait permis à la fois d'atteindre l'objectif et de mettre en oeuvre sa stratégie ? En répondant à cette question, on pourra déterminer dans quelle mesure la théorie de la préférence pour la liquidité est un élément constitutif du nouveau départ. La chose est importante car, dans son article de 1937 intitulé « La Théorie Générale de l'emploi », que J.M. Keynes écrit pour mettre en évidence ce qui constitue l'essentiel de son analyse, il attribue une place éminente à la reconnaissance de l'incertitude dont est chargé le futur, en soulignant que, sur ce point, il est aux antipodes de la théorie néoclassique (Keynes, 1937 a : 215) ; la préférence pour la liquidité est l'expression de l'angoisse des agents économiques devant une telle incertitude (Keynes, 1937 a : 216).

Non seulement une autre théorie du taux d'intérêt eût été possible mais nécessaire sur le plan de la cohérence analytique. En effet, comme le souligne

29. Pour que la théorie quantitative puisse reprendre ses droits en plein-emploi (Keynes, 1936 : 297), il faut supposer que l'offre de monnaie est exogène.

B.J. Moore (Moore, 1988 : 175-176), dans le contexte de la *Théorie Générale...* où seuls les agents non bancaires ont une préférence pour la liquidité³⁰, l'intervention de cette dernière dans la détermination du taux d'intérêt, codéterminant de l'investissement, suppose l'exogénéité de l'offre de monnaie. Or, la théorie logique du multiplicateur implique l'endogénéité (au moins partielle) de la création monétaire. En effet, en établissant que l'épargne suit l'investissement, la théorie logique du multiplicateur pose la nécessité d'un financement initial de ce dernier par création de monnaie ; c'est ce qui fait dire à A. Parguez que les fondements de l'endogénéité sont contenus dans la *Théorie Générale...* malgré l'hypothèse explicite d'exogénéité (Parguez, 1985).

Il eut été possible de rétablir une cohérence théorique tout en donnant à l'intervention de l'État par la voie monétaire une assise analytique, à condition de distinguer un taux d'intérêt *ex ante* (d'avant formation du revenu) d'un taux d'intérêt *ex post* (d'après formation du revenu). Le taux d'intérêt *ex ante*, comme le soutient B.J. Moore (Moore, 1988 : 381) serait fixé par la banque qui satisferait toute la demande de monnaie à des fins de financement initial de l'investissement, si l'on s'en tient à la *Théorie Générale...* ou des accroissements de la production si l'on considère les articles postérieurs à cette dernière (Keynes, 1973 : 208, 222, 230). Une fois le revenu formé par les opérations de production autorisées par la création monétaire initiale, une demande de monnaie pour les trois motifs se manifeste qui, confrontée à la quantité de monnaie précédemment créée, détermine le taux d'intérêt *ex post*. Sur le marché de la monnaie proprement dit, c'est-à-dire défini comme le lieu de confrontation d'une offre et d'une demande, l'offre de monnaie est exogène ; ce qui ne signifie pas qu'elle soit déterminée directement par l'État. Dans le contexte de la *Théorie Générale...*, où le volume de l'investissement doit être tel que l'efficacité marginale du capital soit égale au taux d'intérêt, il est sûr qu'en fixant le taux d'intérêt, l'État contribue à déterminer la demande de monnaie ayant pour objet d'assurer le financement initial de l'investissement, donc l'offre de monnaie sur le marché monétaire.

Il est manifeste, qu'en toute logique, une théorie du taux d'intérêt ainsi reformulée n'aurait pas permis d'affirmer que la théorie quantitative reprend tous ses droits en plein-emploi (Keynes, 1936 : 297, 372) parce qu'elle implique un sens de lecture de l'équation quantitative, $MV=PY$, incompatible avec cette théorie³¹.

30. Il en va différemment si, une telle préférence est étendue aux agents bancaires (Wray, 1992 : 1160) comme semble le suggérer J.M. Keynes postérieurement à la *Théorie Générale* (Keynes, 1973 : 219).

31. En sous-emploi, une diminution du taux d'intérêt par l'État provoque, toutes choses égales par ailleurs, une croissance de la demande de monnaie (donc de la quantité de monnaie en circulation si l'on fait l'hypothèse que l'État y répond toujours positivement) en vue de financer une augmentation de l'investissement qui engendre un accroissement de revenu ; en plein-emploi, une augmentation de l'investissement, dont le financement requiert la création d'un supplément de monnaie, induisant une croissance de la demande face à une production inélastique, provoque un accroissement des prix. Le gonflement de la masse monétaire et la hausse des prix sont des conséquences de l'augmentation de l'investissement. Il n'y a donc pas entre le premier et la seconde une relation de cause à effet.

Il s'avère donc, que du point de vue stratégique (objectif secondaire), la théorie du taux d'intérêt explicitement présente dans la *Théorie Générale...*, et dans laquelle la demande totale de monnaie exprime la préférence pour la liquidité, est nécessaire. Mais en établissant cette nécessité, il est apparu que, du point de vue de l'objectif premier (fournir à l'intervention de l'État une base théorique) la théorie de la préférence pour la liquidité n'est pas nécessaire car le taux d'intérêt, codéterminant de l'investissement, n'est pas fixé par le marché de la monnaie où la demande de monnaie exprime une telle préférence³².

Faut-il en conclure qu'elle n'est pas un des éléments du nouveau départ keynésien ? Une telle conclusion semble difficile dans la mesure où cette théorie fut reprise par le schéma qui servit de cadre au développement de la synthèse, incarnation de la nouvelle situation classique, le schéma IS-LM. Mais, il convient de remarquer que, selon J. Hicks, la théorie keynésienne de la demande totale de monnaie, censée exprimer cette préférence, ne serait qu'une version révisée et amendée de la théorie marshallienne (Hicks, 1937 : 192) ; on serait donc, en ce qui concerne la fonction de demande de monnaie keynésienne, expression de la préférence pour la liquidité, dans l'autre voie du progrès de l'analyse (Schumpeter, 1954, t.3 : 504) envisagée par J.A. Schumpeter. Dès lors, il n'est pas étonnant qu'elle joue un rôle important du point de vue de la stratégie de la phagocytose puisque, dans le cadre de la théorie du taux d'intérêt explicitement formulée par J.M. Keynes, elle rend nécessaire l'hypothèse d'exogénéité de la quantité de monnaie qu'il investit d'un contenu néoclassique ; ce qui autorise l'affirmation de la validité de la théorie quantitative en plein-emploi ; de ce fait, et dans ce contexte, la théorie de la préférence pour la liquidité rend possible l'émergence d'une « situation classique » par synthèse avec la théorie néoclassique.

Il semble donc, sur la base des arguments invoqués, qu'il n'est pas possible de considérer la préférence pour la liquidité, élément de la théorie de la détermination du taux d'intérêt, comme un constituant du nouveau départ keynésien ; c'est à un autre titre qu'elle fait partie de la situation classique, en qualité de produit du perfectionnement d'une théorie antérieure.

4.1.3.2 Le principe de la demande effective

Ce principe suppose que le futur soit considéré comme incertain. En matière de décision de production, l'incertitude vient de ce que l'offre ne crée pas sa propre demande, autrement dit de ce que la loi de Say n'est pas acceptable pour J.M. Keynes. Cette remise en cause de la loi de Say est un point essentiel de la *Théorie Générale...* puisqu'elle est équivalente à l'affirmation de l'existence d'un chômage involontaire (Keynes, 1936 : 47). Malgré cette incertitude, l'entrepreneur a « la nécessité d'agir et de décider » (Keynes, 1937 a : 214) le

32. Sur l'ambiguïté des rapports entre préférence pour la liquidité et demande de monnaie (Segura, 1991 a).

niveau de production qu'il mettra en oeuvre. Les décisions sont prises sur la base du principe de la demande effective qui n'est qu'une manière de remplir le vide laissé par la remise en cause de la Loi de Say ; dans le langage de J.M. Keynes, elle n'est qu'une forme particulière dans laquelle il a incorporé ses idées fondamentales (Keynes, 1937 a : 211). En l'occurrence, quelles sont les idées fondamentales qui sont incorporées dans le principe de la demande effective ? « La demande effective est composée de deux éléments : la dépense d'investissement, déterminée de la manière que l'on vient d'expliquer, et la dépense de consommation. » (Keynes, 1937 a : 219) gouvernée par la loi psychologique. « Cette loi psychologique a été de la plus grande importance dans le développement de ma propre réflexion, et elle est, à mon avis, absolument fondamentale pour la théorie de la demande effective telle qu'elle est exposée dans mon livre » (Keynes, 1937 a : 220). Rappelons deux choses à ce propos : 1°) déjà, dans la *Théorie Générale...* J.M. Keynes qualifie de « fondamentale » une telle loi (Keynes, 1936 : 114); 2°) par ailleurs, le multiplicateur est substantiellement identique à la propension marginale à consommer (Keynes, 1936 : 130). Le principe de la demande effective n'est donc qu'une mise en forme nouvelle d'autres éléments présents dans la *Théorie Générale...*, qui, eux sont fondamentalement nouveaux.

On pourrait objecter, cependant, qu'au coeur du principe de la demande effective il y a les anticipations dont la présence manifeste l'incertitude dont est chargé le futur : c'est parce que l'offre ne crée pas sa propre demande que les entrepreneurs ne sont pas assurés que, quel que soit le niveau de production, la demande sera toujours suffisante pour assurer la vente de l'intégralité de la production. Or, J.M. Keynes insiste sur le fait que la prise en compte de l'incertitude est un point fondamental qui le sépare des néoclassiques (Keynes, 1937 a : 212-215). À cette objection il est possible d'opposer deux considérations : 1°) l'incertitude est déjà prise en compte par la thésaurisation qui suffit à remettre en cause la Loi de Say, donc à fonder le chômage involontaire. Le principe de la demande effective n'est qu'une forme de prise en compte de la thésaurisation et de son effet sur le niveau d'emploi ; 2°) c'est parce que ce principe n'est qu'une forme à laquelle J.M. Keynes n'est pas particulièrement attaché (Keynes, 1937 a : 211) qu'il donne son approbation à la présentation de sa théorie par J.R. Hicks³³. Or, si dans cette présentation, au moyen de laquelle « il vise (...) à évaluer dans quelle mesure il y a une réelle opposition entre la théorie de Keynes et celles des 'classiques' » (Beaud et Dostaler, 1993 : 110 ; Hicks, 1937 : 184-185, 192), la loi psychologique fondamentale et la règle de détermination du niveau de l'investissement sont présentes, les anticipations qui sont au coeur du principe de la demande effective sont absentes (Beaud et Dostaler, 1993 : 110). Or, c'est cette présentation qui constitua le cadre des développements théoriques qui

33. J.M. Keynes déclare « n'avoir pratiquement rien à critiquer » dans l'article de J.R. Hicks de 1937 (Hicks, 1937) (Keynes, 1979 : 79) ; J.R. Hicks exprime ce jugement en disant que « Keynes a reconnu que IS-LM était un énoncé correct de ses positions » (Hicks, 1977 : 146).

aboutirent à la synthèse incarnant la situation classique, point d'aboutissement du cheminement théorique dont le départ fut donné par la *Théorie Générale*....

4.2 *Les causes du nouveau départ keynésien*

L'explication donnée dans l'*Histoire de l'analyse économique* est insuffisante ; il convient de la compléter.

4.2.1 *Une première explication d'inspiration schumpétérienne*

« Les critiques et les admirateurs de l'oeuvre scientifique de Lord Keynes s'accorderont à reconnaître que sa *General Theory of Employment, Interest, and Money* (1936) fut le succès majeur des années trente, qui a dominé le travail d'analyse pour au moins une décennie après sa publication » (Schumpeter, 1954, t.1 : 74). D'où vient ce succès de la *Théorie Générale*..., ce nouveau départ qu'elle donne à l'analyse ? « Comme chez Ricardo, c'est la performance intellectuelle, épiciée par une liaison, réelle ou supposée, avec les problèmes brûlants de l'époque (...) Les imperfections mêmes de la performance intellectuelle, les objections redoutables qui peuvent être invoquées à l'encontre des propositions de Keynes nourrirent le succès spectaculaire de l'oeuvre » (Schumpeter, 1954, t.3 : 556-557)³⁴.

Il semble que la liaison avec la dépression des années 1930 ne soit qu'un adjuvant de la cause principale du succès. Si tel était le cas, comment comprendre que la *Théorie Générale*... connut un tel succès hors de la Grande-Bretagne³⁵, notamment aux USA (Schumpeter, 1954, t.3 : 543 & 555) alors qu'elle n'exprimait que le point de vue d'un intellectuel anglais sur le capitalisme britannique vieillissant (Schumpeter, 1954, t. 1 : 74 et t.3 : 544) ? Les éléments de la réponse à cette question sont donnés par J.A. Schumpeter lui-même. Ce dernier considère J.M. Keynes comme le père des thèses stagnationnistes modernes (Schumpeter, 1954, t.3 : 545). Ce courant, dont un représentant éminent aux USA fut A.H. Hansen, n'eut aucune prise dans ce pays jusqu'à la dépression des années trente. « Mais à la suite de la grande crise et dans son prolongement, la revanche de cette idée fut d'autant plus grande » (Schumpeter, 1954, t.3 : 546). Il semble donc que l'on puisse en déduire que c'est le contexte de crise qui créa les conditions du succès de la *Théorie Générale*... parce qu'elle offrait une analyse de l'économie britannique dont les caractéristiques d'économie vieillissante, et en premier lieu le chômage permanent, semblaient s'être généralisées à toute

34. J.A. Schumpeter semble mettre en doute l'existence d'une liaison réelle entre la *Théorie Générale*... et la crise des années 1930. Or, par ailleurs, il soutient que c'est, notamment, pour sa capacité explicative de cette crise que la *Théorie Générale*... a retenu l'attention. (Schumpeter, 1954, t.3 : 508)

35. Pour expliquer son succès en Grande-Bretagne, qui fut immédiat, on pourrait invoquer les raisons avancées par M. Blaug (Blaug, 1985 : 805).

l'économie capitaliste dans la mesure où elle ne parvenait pas à sortir de la dépression consécutive à la crise de 1929. D'ailleurs n'écrit-il pas : « Nous avons vu que Keynes acceptait fondamentalement l'appareil de la théorie économique de Marshall et qu'il procédait simplement à des ajustements sur un certain nombre de points. Mais il s'agissait de points essentiels pour l'explication de la dépression des années 1930 et, de ce fait, ils retenaient à juste titre l'attention » (Schumpeter, 1954, t.3 : 508) ?

Mais il convient de souligner que si le succès peut, dans l'approche schumpétérienne, contribuer à ériger une théorie en « nouveau départ », il n'en est pas synonyme. En témoigne le fait que D. Ricardo semble, aux dires mêmes de J.A. Schumpeter, avoir connu un succès équivalent à celui de J.M. Keynes (Schumpeter, 1954, t.3 : 555-556) alors que ses *Principes de l'économie politique et de l'impôt* imposent un détour de l'analyse. Quant aux *Éléments d'économie politique pure*, ils ne sortirent de l'ombre qu'après la réalisation de la situation classique marshallienne ; ils auraient donc donné un nouveau départ à l'analyse avant de connaître le succès.

On peut donc légitimement se demander si les causes du succès se confondent avec celles du nouveau départ keynésien.

4.2.2 Une explication complémentaire

Ces développements qui, à partir de la *Théorie Générale...* ou plus exactement de sa présentation hicksienne, donnèrent naissance à une situation classique, eurent pour moteur la politique économique de plein-emploi poursuivie par les états de capitalisme évolué. Pour agir en ce sens, l'État avait besoin d'un guide qui lui fut fourni par des modèles économétriques dont la plupart « se réfèrent à une structure de type IS-LM » (Beaud et Dostaler, 1993 : 126). De tels modèles « constituent (...) l'aboutissement de la macroéconomie de la synthèse qui prédomine sans conteste dans la communauté des économistes » (Beaud et Dostaler, 1993 : 126) dans les années 1950-1960, autrement dit incarnent une situation classique.

Le chômage chronique américain qui assura le succès de la *Théorie Générale...*, en favorisant son exportation outre-Atlantique, est le revers d'une médaille dont l'avvers est la difficulté de mise en valeur du capital. Cette difficulté, dont la crise de 1929 et la dépression subséquente furent des manifestations spectaculaires, résultait de la contradiction entre la nouvelle forme d'organisation du travail qui commençait alors à se mettre en place dans le secteur des biens de consommation et le mode de formation des revenus : les revenus tels qu'ils se formaient étaient insuffisants pour absorber une production de masse naissante. Autrement dit, le fait nouveau était que la mise en valeur du capital se heurtait à une demande de biens de consommation chroniquement insuffisante. C'est ce fait nouveau qui désigna la *Théorie Générale...* pour donner un nouveau départ à l'analyse.

Rétablir les conditions de la mise en valeur du capital par la mise en place de nouvelles modalités de détermination des revenus impliquait d'agir dans le sens du plein-emploi. Or, cette action ne pouvait pas être celle des entreprises ; elle incombait nécessairement à l'État.

Contraint à l'augmentation des salaires nominaux par la nouvelle organisation du travail dans ses unités de production, H. Ford finit par percevoir l'impact d'une augmentation du pouvoir d'achat salarial sur la dimension du marché intérieur. Mais comme chaque entrepreneur ne concevait le salaire que comme un coût qu'il convenait de minimiser, K. Marx et J.M. Keynes semblent être d'accord sur ce point, le fordisme microéconomique³⁶ échoua, échec que révéla la crise de 1929. Il ressortait donc que seule une volonté centrale pouvait mettre en place ou impulser l'instauration d'une nouvelle norme salariale correspondant aux exigences de la mise en valeur du capital. Une telle norme, qui commença à se mettre en place durant les années trente, s'appliqua avec des variantes qui avaient en commun deux caractères essentiels : 1°) la centralisation de la détermination des salaires par le biais de la négociation collective ; ce qui limitait la possibilité, pour une entreprise particulière d'avoir une politique salariale autonome. Dans un contexte de renforcement de la puissance salariale, qui eut une traduction politico-institutionnelle et engendrait une pression à la hausse des salaires, une telle centralisation ne pouvait qu'engendrer une hausse du salaire monétaire qu'à l'époque du fordisme microéconomique les entreprises avaient refusé spontanément ; 2°) une autonomisation partielle du salaire par rapport à l'activité productive : le développement du salaire indirect qui organisait le transfert des revenus.

Face à l'élévation du coût salarial, les entreprises réagirent d'une part en pratiquant des prix orientés à la hausse, d'autre part en développant les gains de productivité. Cette double réaction permit de concilier l'impératif de la mise en valeur du capital et l'objectif salarial de gains en pouvoir d'achat. La croissance de la production, due à la diffusion de la nouvelle organisation du travail combinée à la hausse des prix supposait que l'État ait une politique monétaire favorisant le développement de la monnaie de crédit.

Il eut également une politique de dépenses publiques qui, compte tenu de son ampleur, de son mode de financement et de ses objets, fut un solide soutien du niveau de la demande.

Cette politique fut keynésienne en ce sens : 1°) qu'elle était l'aveu que seul l'État, dans le contexte nouveau résultant de l'organisation fordiste du travail, pouvait créer les conditions de la mise en valeur du capital/du plein-emploi (politique salariale, politique monétaire, politique de dépenses) ; 2°) que les salaires étaient non seulement des coûts de production mais aussi des sources de financement de la demande ; 3°) qu'une relative réduction des inégalités par transferts de revenu pouvaient contribuer à soutenir la demande.

36. Selon l'expression de P. Dockès (Dockès, 1993 : 489).

Après la Seconde Guerre mondiale, l'extension du fordisme provoqua une généralisation de cette politique avec des variantes. Dès 1944, le gouvernement britannique déclare, dans un livre blanc, s'assigner pour but de maintenir un niveau d'emploi élevé. « L'affirmation du plein-emploi comme objectif prioritaire fait tache d'huile » (Beaud et Dostaler, 1993 : 75) : le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la France, la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège, les USA affichèrent leur préoccupation d'assurer le plein-emploi ou le niveau le plus élevé possible. Ce souci s'exprime directement au niveau international comme en témoigne la position prise par la Conférence des Nations unies de La Havane en février 1948. Et il est révélateur que W. Beveridge se référait explicitement à J.M. Keynes dans un ouvrage publié en 1944 et intitulé *Du travail pour tous dans une société libre*.

Ce sont donc les exigences de la mise en valeur du capital, dans le contexte d'une nouvelle organisation du travail, qui sont la cause du nouveau départ keynésien.

5. NOUVEAU DÉPART ET PROGRÈS DE L'ANALYSE

J.A. Schumpeter considère que l'histoire de l'analyse économique est une marche vers la connaissance vraie³⁷, rythmée par les nouveaux départs et les situations classiques. Une telle conception suppose que l'économie politique est une science, certes imparfaite, mais susceptible de progrès et ayant effectivement progressé. En fait, l'analyse de son propre discours sur la science économique, comme l'analyse du concept de « boîte à outils », relativise l'idée d'un progrès absolu.

5.1 *L'analyse économique est une science*

Pour J.A. Schumpeter la théorie économique est une science³⁸ qui, comme toute science, peut accomplir des progrès dont il nous livre sa conception à propos de la théorie du prix concurrentiel : « L'évolution du travail analytique... manifeste une propriété caractéristique... Cette propriété sera fort bien illustrée par un exemple : depuis les temps les plus lointains jusqu'à aujourd'hui, les économistes se sont intéressés, à des degrés divers à l'analyse du phénomène du prix concurrentiel. Quand un étudiant moderne rencontre ce phénomène à un niveau avancé de ses études, par exemple dans les livres de Hicks ou de Samuelson, il se trouve en présence d'un grand nombre de concepts et de problèmes qui peuvent lui sembler d'abord difficiles, et qui certainement eussent

37. Et, après lui de nombreux auteurs soutiennent le même point de vue. Ainsi, pour E. James « la science économique améliore progressivement ses instruments d'analyse et l'histoire de la science économique est celle de cette amélioration progressive » (James, 1965 : 17). À la question « y-a-t-il eu progrès dans la théorie économique » ? M. Blaug répond sans détour « La réponse est clairement : oui, les outils analytiques ont été continuellement améliorés ou accrus... » ; mais il reconnaît que « au cours de cette progression, nombreux ont été les détours imposés par les contingences historiques » (Blaug, 1985 : 8).

38. Schumpeter (1954, t.1 : 30-31,35).

été tout à fait incompréhensibles à un auteur relativement aussi récent que John Stuart Mill. Mais l'étudiant découvrira avant longtemps qu'un nouvel outillage intellectuel permet de poser et de résoudre des problèmes pour lesquels les anciens auteurs auraient difficilement pu trouver des réponses, même s'ils en avaient eu connaissance. Ceci définit d'une manière accessible au sens commun et sans la moindre ambiguïté, en quel sens il y eut 'progrès scientifique' entre J.S. Mill et Samuelson.... Notre droit de parler de progrès.... résulte évidemment du fait qu'il existe un modèle largement accepté... qui nous permet de ranger dans une série les différentes théories du prix concurrentiel, série dont chaque élément peut être avec sûreté classé comme supérieur au précédent. Nous observons que cet ordre va de pair avec l'écoulement du temps, en ce sens que la dernière théorie du prix concurrentiel occupe presque toujours un meilleur rang dans l'ordre de la perfection analytique » (Schumpeter, 1954, t.1 : 71-72).

Cette conception du progrès de la science économique appelle une première remarque critique. En soutenant que « Notre droit de parler de progrès.... résulte évidemment du fait qu'il existe un modèle largement accepté », J.A. Schumpeter remet en cause l'idée d'un progrès absolu puisque, dans son langage, « un modèle largement accepté » constitue la substance d'une situation classique. On ne peut donc parler de progrès que relativement à une situation classique, donc dans les limites d'un champ théorique ouvert par un nouveau départ, qui constitue une rupture par rapport à une situation classique antérieure. Cela semble logique puisqu'il ne peut y avoir de mouvement, et le progrès est un mouvement, que relativement à un système de référence donné et le système de référence ne peut pas être la « réalité économique », elle-même mouvante. Il n'est donc pas possible de parler de progrès absolu de l'analyse, mais uniquement du progrès d'un corps d'analyse particulier.

5.2 *L'impossible « boîte à outils »*

La critique du concept de « boîte à outils » permet d'illustrer cette modulation de la notion de progrès. Le progrès scientifique a une dimension quantitative puisque « les sciences, une fois qu'elles existent, grandissent par une lente accréation » (Schumpeter, 1954, t.1 : 41) ; pour ce qui concerne l'économie, cette accréation prend la forme d'une augmentation du nombre d'outils dont l'ensemble forme, selon l'expression de Joan Robinson, reprise par J.A. Schumpeter, « une boîte à outils » (Schumpeter, 1954, t.1 : 41).

Au sein de cette boîte à outils coexistent « pacifiquement » des concepts tels que « taux marginal de substitution », « productivité marginale », « multiplicateur », « accélérateur » etc... (Schumpeter, 1954, t.1 : 40-41). Il suffirait qu'une telle coexistence soit impossible entre deux de ces outils issus de deux corps théoriques distincts³⁹ pour que ce concept de « boîte à outils » soit ruiné, ou plus

39. C'est-à-dire deux corps théoriques faisant progresser l'analyse à partir de deux nouveaux départs distincts.

exactement pour qu'il ne soit acceptable que dans les limites d'une période bornée par un nouveau départ et la situation classique correspondante. Une telle impossibilité se vérifie à propos des concepts de productivité marginale et de multiplicateur. En effet, la multiplication est celle de l'investissement dont l'un des déterminants est l'efficacité marginale du capital. Or, si J.A. Schumpeter reconnaît que « le concept d'efficacité marginale du capital n'est pas le même que le vieux concept de productivité marginale du capital », il considère néanmoins que le premier « exprime pour l'essentiel les mêmes phénomènes » (Schumpeter, 1954, t.3 : 508) que le second.

Un obstacle à une telle assimilation est constituée par le fait, essentiel aux yeux de J.M. Keynes⁴⁰, que, à la différence de la productivité marginale, l'efficacité marginale du capital intègre les anticipations entrepreneuriales.

Si l'on néglige un tel obstacle, il reste que la productivité marginale d'un facteur mesure la variation de la production due à celle de la quantité utilisée de ce facteur, la quantité utilisée des autres facteurs restant inchangée. En théorie néoclassique, la quantité utilisée d'un facteur ne pose pas de problème puisqu'il y a plein-emploi des facteurs ; pour ce qui concerne le capital, la quantité utilisée est la quantité installée. S'il est vrai qu'une multiplication peut se produire en plein-emploi, et de ce fait ne se produire qu'au niveau nominal, le cas envisagé à titre principal par J.M. Keynes est celui d'une multiplication dans le domaine des grandeurs réelles donc en sous-emploi de la capacité productive. En théorie keynésienne, la quantité de capital utilisé peut donc être différente de la quantité de capital installée et cette différence empêche de concevoir la productivité marginale.

Le concept de productivité marginale n'est donc pas compatible avec l'hypothèse de sous-emploi de la capacité productive à laquelle renvoie le concept de multiplicateur dans le domaine des grandeurs réelles. Il faut donc en conclure que chaque nouveau départ ouvre une « boîte à outils » nouvelle qui s'enrichit au fur et à mesure que l'analyse progresse vers la situation classique correspondante.

Mais le nouveau départ n'est pas que le point à partir duquel l'analyse reprend sa « marche en avant » ; il est lui-même progrès dans un contexte de faits nouveaux qui invalident la théorie incarnant la situation classique antérieure ; par lui, l'analyse économique ne fait que retrouver l'aptitude (perdue) à rendre compte de la « réalité ».

40. « Le lecteur observera que l'efficacité marginale du capital est définie ici en fonction de la prévision de rendement d'un bien de capital » (Keynes, 1936 : 149).

BIBLIOGRAPHIE

- BARRÈRE, A. (1990), *Macroéconomie keynésienne, Le projet économique de John Maynard Keynes*, Dunod, Paris.
- BEAUD, M., et G. DOSTALER (1993), *La pensée économique depuis Keynes*, Seuil, Paris.
- BERTONECHE, M., et J. TEULIE (1977), *Théorie macroéconomique, textes fondamentaux*, Presses Universitaires de France, Paris.
- BLAUG, M. (1985), *La pensée économique, origine et développement*, 4^e ed., trad. française (1986), Economica, Paris.
- BOURCIER DE CARBON, L. (1979), *Histoire de la pensée et des doctrines économiques*, Montchrestien, Paris.
- BYÉ, M. (1965), *Relations économiques internationales*, Dalloz, Paris.
- BOYER, R., et A. ORLEAN (1991), « Les transformations des conventions salariales entre théorie et histoire », *Revue économique*, 42(2) : 233-272.
- DOCKÈS, P. (1971), « Introduction », in D. RICARDO, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, Flammarion, Paris.
- DOCKÈS, P. et B. ROSIER (1983), *Rythmes économiques, crises et changement social : une perspective historique*, La Découverte/Maspero, Paris.
- DOCKÈS, P. (1990), « Formation et transferts des paradigmes socio-techniques », *Revue française d'économie*, V(4) : 29-82.
- DOCKÈS, P. (1993), « Les recettes fordistes et les marmites de l'histoire (1907-1993) », *Revue économique*, 46(3) : 485-527.
- FORD, H. (1922), *Ma vie, mon oeuvre*, trad. française (1930), Payot, Paris.
- FRYDMAN, R. (1988), « La Théorie générale de Keynes : économie et politique », dans P. MAURISSON, *La Théorie générale de John Maynard Keynes : un cinquantenaire*, Cahiers d'économie politique, n° 14-15, l'Harmattan, Paris.
- HALEVY, E. (1913), *Histoire du peuple anglais*, vol 1, Hachette, Paris.
- HICKS, J.R. (1937), « Mr Keynes and the Classics : A Suggested Interpretation », *Econometrica*, 5 : 147-159. Reproduit dans BERTONECHE et TEULIÉ, (1977) : 183-201.
- HICKS, J.R. (1977), *Economic Perspectives*, Clarendon Press, Oxford.
- HICKS, J.R. (1988), *La crise de l'économie keynésienne*, trad. française, Fayard, Paris.
- IMBERT, G. (1960), *Des mouvements de longue durée Kondratieff*, La pensée universitaire, Aix.
- JAMES, E. (1965), *Histoire sommaire de la pensée économique*, Montchrestien, Paris.
- KEYNES, J.M. (1923), *La réforme monétaire*, trad. française, (1924), Ed. du Sagittaire, Paris.
- KEYNES, J.M. (1936), *La Théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, tr. française (1969), Payot, Paris.

- KEYNES, J.M. (1937 a), « The General Theory of Employment », *Quarterly Journal of Economics*, 51 : 209-223, traduit par N. Jabko dans *Revue française d'économie* (1990), V(4) : 141-156.
- KEYNES, J.M. (1937 b), « Alternative Theories of Rate of Interest », *The Economic Journal*, XLVII : 241-252.
- KEYNES, J.M. (1973), *Collected Writings*, tome XIV, Macmillan-CUP.
- KEYNES, J.M. (1979), *Collected Writings*, tome XIX, Macmillan-CUP.
- KUHN, T. (1970), *The Structure of Scientific Revolution*, University of Chicago Press, Chicago.
- LAVOIE, M. et M. SECCARECCIA (1989), « Les idées révolutionnaires de Keynes en politique économique et le déclin du capitalisme rentier », *Économie appliquée*, XLII(1) : 47-70.
- LEON (sous la direction de) (1978), *Histoire économique et sociale du monde*, t.3 et 4, A. Colin, Paris.
- LEVY-GARBOUA, V., et B. WEIMULLER(1981), *Macroéconomie contemporaine*, 2^e ed., Economica, Paris.
- LEVY-GARBOUA, V., et G. MAAREK(1982), « Les paradigmes monétaires : Keynes, Friedman et les autres », *Economie appliquée*, XXXV(4) : 599-642.
- MAHIEU, F.-R. (1988), « Présentation et commentaires », in RICARDO (1815) *Essai sur l'influence d'un bas prix du blé sur les profits*, Economica, Paris.
- MARSHALL, A. (1890), *Principes d'économie politique*, trad. française (1909), Ed. Giard et Brière, 2 tomes, Paris.
- MARX, K. (1857-1858), *Les fondements de la critique de l'économie politique*, trad. française (1968), Ed. Anthropos, 2 tomes, Paris.
- MILL, J.S. (1953), *Stuart Mill, Textes choisis* par F. Trévoux, Dalloz, Paris.
- MOORE, B.J. (1988), *Horizontalists and Verticalists, the Macroeconomics of Credit Money*, Cambridge University Press, Cambridge.
- OULES, F. (1950), *L'école de Lausanne, Textes choisis de L. Walras et V. Pareto* (par), Dalloz, Paris.
- PARGUEZ, A. (1985), « À l'origine du circuit dynamique : dans le circuit de la Théorie Générale, l'investissement et l'épargne sont identiques », dans R. ARENA, A. GRAZIANI & J. KREGEL, *Production, circulation et monnaie*, PUF, Paris.
- POULON, F. et treize économistes (1985), *Les écrits de KEYNES*, Dunod, Paris.
- PIBRAM, K. (1983), *Les fondements de la pensée économique*, trad. française (1986), Economica, Paris.
- RICARDO, D. (1815), *Essai sur l'influence d'un bas prix du blé sur les profits*, trad. française (1988), Economica, Paris.
- RICARDO, D. (1817), *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 3^e éd. (1821), trad. française (1971), Flammarion, Paris.
- RICARDO, D. (1951-1952), *Works and Correspondence*, ed. P. Sraffa, Cambridge, 9 vol.

- SAMUELSON, A. (1948), *L'économie*, trad. française (1972), A. Colin, 2 tomes, Paris.
- SCHUMPETER, J.A. (1912), *Théorie de l'évolution économique*, trad. française (1935), Ed. Dalloz, Paris.
- SCHUMPETER, J.A. (1954), *Histoire de l'analyse économique*, trad. française (1983), Gallimard, 3 tomes, Paris.
- SEGURA, A. (1991 a), « IS-LM et la demande de monnaie », *Revue française d'économie*, VI(1) : 131-160.
- SEGURA, A. (1991 b), « Y-a-t-il une théorie keynésienne implicite de la valeur-travail ? » *Économie appliquée*, XLIV(3) : 131-166.
- SEGURA, A. (1993), « Synthèse post-classique ou marxo-keynésienne », *Revue française d'économie*, VIII(1) : 27-66.
- SMITH, A. (1950), *Adam Smith, Textes choisis*, par G.H Bousquet, Dalloz, Paris.
- SRAFFA, P. (1975), « Introduction aux oeuvres et à la correspondance de David Ricardo » in *Écrits d'économie politique*, Economica, Paris.
- WALRAS, L. (1860), *L'économie politique et la justice*, Guillaumin, Paris.
- WALRAS, L. (1877), *Éléments d'économie politique pure*, 4^e ed. (1900), (1952), Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris .
- WALRAS, L. (1896), *Études d'économie sociale*, (1990), Economica, Paris.
- WOLFF, J. (1976-1981), *Les grandes oeuvres économiques*, tome 2 et 3, Cujas, Paris.
- WRAY, L.R. (1992), « Alternative Approaches to Money and Interest », *Journal of Economic Issues*, XXVI(4) : 1145-1178.
- ZERBATO, M. et douze économistes (1987), *Keynésianisme et sortie de crise*, Dunod, Paris.